



RÉCITS POUR UNE ÉCOLOGIE POPULAIRE :

renouer avec les préoccupations
des Français

WWF
WWF France Le WWF est une organisation indépendante de conservation de la nature. Elle compte plus de 38 millions de sympathisants et un réseau actif dans plus de 100 pays grâce à ses dirigeants locaux. Sa mission est de mettre fin à la dégradation de l'environnement naturel de la planète et de construire un avenir où les humains vivent en harmonie avec la nature, en conservant la diversité biologique mondiale, en assurant une utilisation durable des ressources naturelles renouvelables, et en encourageant la réduction de la pollution et du gaspillage. Depuis 1973, le WWF France agit au quotidien afin d'offrir aux générations futures une planète vivante. Avec ses bénévoles et le soutien de ses 140300 donateurs, le WWF France mène des actions concrètes pour sauvegarder les milieux naturels et leurs espèces, assurer la promotion de modes de vie durables, former les décideurs, accompagner les entreprises dans la réduction de leur empreinte écologique, et éduquer les jeunes publics. Mais pour que le changement soit acceptable, il ne peut passer que par le respect de chacune et de chacun. C'est la raison pour laquelle la philosophie du WWF est fondée sur le dialogue et l'action. Alexandra Palt est présidente du WWF France et Véronique Andrieux en est la directrice générale. Pour découvrir nos projets, rendez-vous sur : **wwf.fr**

Ensemble, nous sommes la solution.



SOMMAIRE	
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	4
INTRODUCTION	6
MÉTHODE	8
LES AUDITIONS DU CERCLE DE RÉFLEXION	10
Constat	10
Mobiliser autrement	13
Quel langage ?	13
« éco-anxiété » ?	14
L'ÉMERGENCE DES RÉCITS	17
Le récit du destin individuel : l'écologie comme expérience vécue	17
Le récit géopolitique et sécuritaire : la reconfiguration mondiale par les ressources	20
L'écologie du sensible : patrimoine, identité et transmission	23
Le récit économique	26
ENSEIGNEMENTS DE LA CONSULTATION CITOYENNE	30
La consultation citoyenne : tester les récits écologiques auprès du grand public	30
Les enseignements par thématiques : santé, patrimoine, géopolitique et économique	30
CONCLUSION ET PERSPECTIVES	36

CONTEXTE ET AMBITION

Face à un recul sans précédent de la priorité environnementale dans l’opinion publique française, le cercle de réflexion « Récits pour une écologie populaire » a cherché à comprendre pourquoi l’écologie peine à mobiliser, malgré une inquiétude largement partagée (89% des Français se disent préoccupés par l’augmentation des événements climatiques extrêmes¹). Le constat est clair : nous ne souffrons pas d’un déficit d’information, mais d’un déficit de sens partagé. Les seules approches techniques, scientifiques et politiques, telles qu’elles sont proposées, ont atteint leurs limites ; il faut désormais raconter autrement l’écologie pour s’engager toutes et tous autrement. Partir de l’individu, envisager l’écologie à partir de la vie dans son quotidien.

89%
des Français se disent
préoccupés par le climat

MÉTHODOLOGIE

Sur neuf mois, un groupe pluridisciplinaire a confronté expertises scientifiques, analyses sociologiques, point de vue philosophique, expertise linguistique et regards citoyens. Cette démarche s’est enrichie d’un séminaire à l’ENS, d’enquêtes journalistiques de terrain et d’une consultation citoyenne exceptionnelle menée avec Bluenove : plus de 10 000 personnes y ont participé (pour un objectif initial de 2 000 personnes), confirmant un besoin urgent de récits incarnés, accessibles, concrets.

QUATRE RÉCITS STRUCTURANTS

1. L’écologie du destin individuel : une réalité déjà vécue

L’environnement n’est plus une menace lointaine mais une réalité sanitaire et patrimoniale immédiate : 40 000 décès prématurés annuels liés à la pollution de l’air², des cancers en hausse, des biens immobiliers menacés par les événements climatiques. Les clusters de cancers d’enfants en Charente-Maritime³ illustrent tragiquement ces inégalités environnementales et le déni institutionnel qui les accompagne.

2. La reconfiguration géopolitique par les ressources

Le XXIe siècle sera celui de la compétition pour l’eau, l’uranium et les terres arables. L’uranium est devenu une arme stratégique (la France est dépendante de quatre pays⁴), tandis que les tensions autour de l’eau se multiplient (Nil⁵, Asie centrale). L’écologie n’est plus un enjeu sectoriel, mais central, elle est au cœur de la puissance et de la souveraineté nationales.

3. L’écologie du sensible : patrimoine, identité et transmission

Un site patrimonial culturel sur six est menacé par le dérèglement climatique⁶. Ce récit vise à réconcilier écologie et enracinement, en valorisant les savoir-faire locaux, les paysages et l’art de vivre français. Il s’adresse à ceux qui vivent l’écologie comme une évidence quotidienne, loin des clivages politiques, comme le montre l’expérience de Claire et Gilles, habitants de la baie de Somme.

4. Le coût de l’inaction : une équation économique implacable

Ne rien faire coûtera 15% du PIB français d’ici 2050, contre 0,5 à 1% pour une transition maîtrisée⁷. Concrètement : primes d’assurance qui explosent (+93% d’ici 2050⁸), logements inassurables, pertes de revenus liées aux canicules. L’inaction frappera d’abord les plus fragiles, transformant l’urgence écologique en injustice sociale.

Enseignements de la consultation citoyenne

- La santé est le levier le plus mobilisateur (96% jugent ce lien important), car les impacts sont visibles et vécus
- Le patrimoine touche au sensible et à l’appartenance, mais son lien avec l’écologie reste à clarifier
- La géopolitique demeure abstraite, malgré sa pertinence stratégique croissante
- Le coût de l’inaction convainc (43% y adhèrent), surtout quand il se traduit en conséquences concrètes sur le quotidien

Préconisations stratégiques

Pour construire une écologie véritablement populaire, il faut :

- Privilégier le concret sur l’abstrait : exemples chiffrés parlants, échéances proches, situations vécues
- Mobiliser les émotions et l’expérience sensible plutôt que la seule rationalité technique
- Proposer des actions tangibles, accessibles pour dépasser le sentiment d’impuissance
- Diversifier les récits pour que chacun s’y reconnaisse, et trouve son propre chemin vers un engagement écologique à sa mesure

CONCLUSION

L’écologie est devenue le socle du nouveau contrat social du XXIe siècle. Elle n’est ni un luxe ni une contrainte, mais bien plus : elle est la condition de notre capacité à habiter le monde. Ce rapport démontre qu’il existe un terreau social favorable, des leviers narratifs puissants et une demande citoyenne forte. Il nous reste à transformer cette matière en mouvement, cette conscience en action collective.

La bataille écologique est avant tout culturelle et civilisationnelle. Si nous parvenons à raconter autrement, alors nous pourrons enfin agir autrement.

1. Ipsos bva pour le Réseau Action Climat | La perception par les Français des enjeux et des mesures écologiques – Octobre 2025
2. <https://www.santepubliquefrance.fr/presse/2021/pollution-de-l-air-ambiant-nouvelles-estimations-de-son-impact-sur-la-sante-des-francais>
3. https://www.lemonde.fr/planete/article/2025/09/30/en-charente-une-etude-pointe-des-regroupements-atypiques-de-cancers-de-l-enfant-et-du-jeune-adulte_6643690_3244.html
4. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/08/03/a-quel-point-la-france-est-elle-dependante-de-l-uranium-nigerien_6184374_4355770.html
5. https://www.eeas.europa.eu/eeas/le-nil-et-au-dela-geopolitique-de-leau_fr

6. <https://whc.unesco.org/fr/changementclimatique/>
7. <https://www.radiofrance.fr/franceinfo/podcasts/l-invite-eco/deficit-et-transition-ecologique-le-cout-de-l-inaction-chiffre-a-15-de-pib-mondial-c-est-beaucoup-plus-que-le-prix-des-efforts-rappelle-la-cheffe-economiste-au-tresor-8727230>
8. https://www.franceassureurs.fr/wp-content/uploads/2022/09/vf_france-assureurs_impact-du-changement-climatique-2050.pdf

INTRODUCTION



La question environnementale ne saurait être réduite à une cause parmi d'autres. Elle constitue une nécessité absolue — la condition même de la pérennité de l'humanité. Cette évidence devrait s'imposer à toutes et tous. Pourtant, force est de constater que l'écologie, lorsqu'elle n'est pas seulement utilisée pour entretenir le clivage politique, peine aujourd'hui à s'imposer dans l'espace public. Elle demeure ignorée, voire rejetée, par une opinion débordée par l'angoisse, forcée de faire face à des bouleversements qui affectent chaque jour la vie quotidienne. Le reflux politique s'accompagne d'une érosion du soutien citoyen. Nous nous retrouvons paralysés dans une forme d'inertie qui apparaît inextricable.

C'est dans l'espoir de trouver une issue à cette impasse que j'ai souhaité fonder le cercle de réflexion « Récits pour une écologie populaire », sous l'égide de la Fondation WWF France, dont j'ai l'honneur d'assurer la présidence.

Mon parcours professionnel - nourri d'expériences en entreprise, dans le public et en ONG ainsi que d'engagements multiples - m'a appris l'importance de bâtir des passerelles entre des univers trop

souvent cloisonnés. Favoriser le dialogue entre les secteurs, traduire les savoirs en stratégies concrètes, rendre l'action accessible et praticable : tels sont les fondements de la démarche.

Le cercle de réflexion pour une écologie populaire a interrogé notre manière de parler d'écologie, notre capacité à susciter l'adhésion, notre pouvoir de raconter autrement une réalité que nous subissons tous. Il ne s'agissait pas de produire un rapport de plus, alignant vérités scientifiques et recommandations politiques. Les démarches classiques de sensibilisation, centrées sur la diffusion de données et d'analyses techniques, ont atteint leurs limites. La multiplication des alertes et la profusion des données sur le réchauffement climatique ont accru l'inquiétude sans générer l'engagement espéré et nécessaire.

Nous disposons d'un savoir abondant, certes ; mais c'est l'élan qui fait défaut. Cette urgence se révèle d'autant plus pressante que le contexte géopolitique s'est assombri. Mon mandat à la tête du WWF s'est profondément transformé avec l'arrivée au pouvoir de dirigeants voulant dépasser la finitude des ressources par la force et légitimant la destruction du vivant au nom d'intérêts particuliers. Cette indécence décomplexée révèle hélas notre incapacité collective à faire de l'écologie un impératif citoyen, une nécessité politique et existentielle.

Si près de 90 % des Français se déclarent inquiets par l'augmentation des événements climatiques extrêmes⁹, la mobilisation concrète demeure difficile. Nous échouons collectivement à rapprocher les enjeux écologiques du quotidien, à les incarner dans le temps et dans l'espace.



**L'ÉCOLOGIE NE DOIT PAS, NE PEUT PAS ÊTRE UN SUJET DE DIVISION :
ELLE APPARTIENT À CHACUN. RÉUSSIR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE
ET SOCIALE PASSE PAR L'ÉMERGENCE DE NOUVEAUX RÉCITS,
INSPIRANTS ET FÉDÉRATEURS.**

Ce travail n'avait donc pas vocation à ajouter de l'expertise à l'expertise ; son ambition est de simplifier la matière pour la rendre lisible et accessible à toutes et tous.

L'écologie ne doit pas, ne peut pas être un sujet de division : elle appartient à chacun. Réussir la transition écologique et sociale passe par l'émergence de nouveaux récits, inspirants et fédérateurs.

Il ne s'agit pas d'occulter la rigueur scientifique, mais de l'intégrer dans nos histoires, de lui donner du sens, de lui faire de la place dans nos vies. Ce travail vise à produire des narrations ancrées dans nos quotidiens, nos vécus, nos aspirations et nos représentations des différentes composantes de la société. Il s'agit de réhabiliter l'écologie comme horizon de vie et de survie.

Tel est l'objet de ce rapport : construire des narratifs communs, offrir des fondations solides pour permettre à chacun d'entrer en action à sa manière, à sa juste place.

Nous avons constaté combien les enjeux écologiques peuvent toucher tous les publics, pourvu que chacun s'y reconnaisse dans sa vie quotidienne. La Terre concerne aussi bien les habitants des zones rurales que ceux des quartiers populaires. L'écologie n'est pas réservée à une élite : elle est l'affaire de tous. Il n'y a pas les sachants et les autres : la vie est le sujet de chacun.

L'écologie n'est pas un concept extérieur à nous: elle s'éprouve dans la diversité de nos histoires, de nos émotions, de nos valeurs. Elle s'invente et évolue en nous. Le récit commun ne peut reposer sur la seule raison, sur l'abstraction ; il doit être concret, résonner dans nos histoires intimes, s'appuyer sur nos ressorts intérieurs — peur, amour, tradition, désir, transmission.

Tel est l'esprit de ce travail collectif : les récits ne se concurrencent pas, ils coexistent, s'additionnent, s'augmentent les uns les autres. Chacun a le droit d'entrer en écologie par son propre chemin. Tous se valent.

Ce rapport se veut une contribution au vaste champ de la pensée écologique, et démontre que l'échange au-delà des entre-soi peut faire bouger les lignes et ouvrir la voie à un engagement renouvelé.

Alexandra Palt
Présidente du WWF France

9. Ipsos bva pour le Réseau Action Climat | La perception par les Français des enjeux et des mesures écologiques – Octobre 2025

METHODE

Pour nourrir cette réflexion, nous avons constitué un groupe rassemblant des personnalités issues d'horizons variés — chercheurs, acteurs de terrain, artistes, responsables associatifs et économiques. Pendant neuf mois d'échanges et d'auditions, ce collectif a permis de confronter les différents univers, de croiser les approches diverses et de questionner certaines certitudes.

Une fois nos premières pistes et intuitions de récits formulées, nous avons souhaité les confronter à des regards extérieurs, à la fois savants et citoyens. Cette étape de validation et d'enrichissement s'est déployée en trois temps complémentaires.

Dans un premier temps, nous avons réuni un cercle élargi de chercheurs et de praticiens lors d'un séminaire organisé à l'ENS, qui a permis d'explorer plus en profondeur certaines dimensions des récits envisagés. Les échanges avec des spécialistes issus de différentes disciplines ont contribué à affiner notre compréhension des imaginaires collectifs liés à l'écologie, et à identifier les tensions, résistances ou points d'ancrage possibles dans le contexte français.

De cette démarche ont émergé quatre à cinq grands récits, porteurs de sensibilités et de visions aussi variées que complémentaires, susceptibles de résonner avec différents publics.

Dans un second temps, nous avons souhaité ancrer ces réflexions dans le réel, en menant un travail journalistique offrant un point de vue sur des situations concrètes, incarnant les dilemmes et espoirs de la transition écologique. Ces enquêtes et portraits ont permis de mettre en lumière des trajectoires, des difficultés locales, et des problèmes émergents.

Enfin, pour confronter ces récits aux perceptions et aux sensibilités de la population, nous avons organisé une consultation citoyenne avec Bluenove, menée durant les mois de juillet et août 2025.

L'objectif de cette démarche était de tester différentes formulations narratives, d'identifier les ressorts susceptibles d'éveiller la curiosité, de favoriser l'intérêt voire l'adhésion sur des sujets parfois controversés, et, plus largement, d'évaluer auprès du grand public la réception d'éléments de narration écologiques porteurs d'émotion et d'engagement, issus des travaux du cercle de réflexion.

Contre toute attente, la participation a largement dépassé les prévisions : plus de 10 000 personnes ont pris part à la consultation, alors que l'objectif initial était de 2 000.

Les participants se déclaraient, pour une immense majorité, concernés et préoccupés par les enjeux écologiques (96 %) représentant l'ensemble des classes d'âge et tous les types de territoires, des villages de moins de 2 000 habitants jusqu'aux grandes métropoles, avec une répartition géographique remarquablement équilibrée.

Cette forte mobilisation a permis de valider plusieurs hypothèses sur les leviers narratifs les plus engageants et les thématiques les plus susceptibles de toucher les citoyens.

Afin de confirmer ces résultats au regard des différentes sensibilités politiques, un sondage complémentaire a été réalisé avec Ipsos, venant confirmer, affiner les enseignements de la consultation citoyenne.

x5
plus de
participation
que prévu

01 CERCLE DE RÉFLEXION

Chercheurs – Artistes – Acteurs de terrain

| **9 mois d'échanges** | émergence de **4–5 grands récits** |

02 ANCRAGE DANS LE RÉEL

Enquêtes – Portraits – Reportages

| **Récits incarnés** | situations concrètes de **transition** |

03 CONSULTATION CITOYENNE

+10 000 participants – Été 2025

| **Validation des récits** | Tests narratifs Sondage Ipsos |

LES AUDITIONS ET ECHANGES DU CERCLE DE REFLEXION

CONSTAT

Les données issues de l'étude « Fractures françaises » (Fondation Jean-Jaurès, et autres, novembre 2024)¹⁰ témoignent d'un important recul de la priorité accordée à l'environnement dans l'opinion publique. L'écologie, qui figurait encore en 2022 en haut de la liste des préoccupations des Français, apparaît aujourd'hui reléguée en cinquième position, derrière des enjeux perçus comme plus immédiats, comme l'insécurité. Cette dépriorisation s'inscrit aussi dans un climat de défiance généralisée : selon l'étude de « Parlons Climat » (février 2025)¹¹, 85 % des personnes interrogées considèrent que le pays évolue dans une direction préoccupante, et 91 % estiment que le monde devient de plus en plus dangereux. Cette perception d'instabilité structurelle tend à favoriser le repli, l'individualisation des préoccupations et la désaffiliation vis-à-vis des enjeux collectifs.

Sur le plan international, le retour au pouvoir de Donald Trump constitue un facteur aggravant. On observe une radicalisation des politiques anti-environnementales, fondées sur une logique de court-termisme économique, de déni de la science et des limites planétaires. Paradoxalement, cette stratégie destructrice coexiste avec une reconnaissance implicite de la finitude des ressources, justifiant une approche prédatrice tournée vers l'extérieur. Ce phénomène marque un tournant idéologique dont il faut prendre la mesure : l'acceptation des limites écologiques ne conduit pas à une transformation systémique, mais plutôt et surtout à une intensification des logiques de domination et d'appropriation.

En France, si 78 % des citoyens se déclarent encore préoccupés par le changement climatique (Parlons Climat, 2025), cette préoccupation ne se traduit plus en priorité politique. L'augmentation du coût de la vie joue ici un rôle décisif dans la hiérarchisation des enjeux. L'écologie est perçue comme un luxe ou une contrainte de plus, en décalage avec les difficultés quotidiennes. Destin Commun¹², un think tank visant à déterminer des domaines permettant de faire société ensemble, définit plusieurs segments de population. Il a analysé leur positionnement quant aux enjeux écologiques : les « militants » et « stabilisateurs » restent engagés, tandis que les « attentistes » et « identitaires » affichent un intérêt très limité pour les questions environnementales (autour de 20 %). Cette désaffiliation à l'écologie s'accompagne d'une montée préoccupante de positions hostiles ou sceptiques à l'égard de la transition écologique. En 2025, **25 % des Français se déclarent techno-solutionnistes**, estimant que les innovations technologiques suffiront à résoudre la crise environnementale sans qu'il soit nécessaire de modifier leurs modes de vie. **Les libertariens**, attachés à la préservation absolue des libertés individuelles contre toute régulation collective, représentent désormais **35 %**, et les **climatosceptiques** **31 %**, ils sont en nette progression par rapport à 2022. (Parlons Climat, 2025) Parmi les indicateurs révélateurs de l'évolution des représentations collectives, on observe une transformation préoccupante de la perception de l'écologie en tant que vecteur de cohésion sociale. En 2020, **67 % des Français** considéraient que la protection de l'environnement constituait un enjeu susceptible de **transcender**

91%
estiment que le monde
devient de plus en plus
dangereux.



LE RETOUR AU POUVOIR DE DONALD TRUMP CONSTITUE
UN FACTEUR AGGRAVANT. ON OBSERVE UNE RADICALISATION
DES POLITIQUES ANTI-ENVIRONNEMENTALES, FONDÉES SUR
UNE LOGIQUE DE COURT-TERMISME ÉCONOMIQUE,
DE DÉNI DE LA SCIENCE ET DES LIMITES PLANÉTAIRES.

les **clivages partisans et sociaux**, parce qu'il unifiait la société autour d'un objectif commun. Cette perception consensuelle s'est significativement érodée : en 2024, ils ne sont plus que 53 % à partager cette opinion. Inversement, 47 % des personnes interrogées estiment désormais que l'environnement est un sujet intrinsèquement conflictuel, porteur de tensions irréductibles entre intérêts divergents – sociaux, territoriaux, économiques. L'idée que « l'on ne peut pas

satisfaire tout le monde » s'impose progressivement, traduisant une perception de l'écologie comme facteur de fragmentation plutôt que de rassemblement. Ce basculement révèle la polarisation rampante en cours autour des modalités et des implications de la transition écologique, perçue par certains comme une menace à leur mode de vie, à leurs libertés ou à leur position socio-économique. (Destin Commun, 2024)

Il est manifeste que quelque chose a basculé dans le rapport collectif à l'écologie. Cette inflexion ne peut être attribuée à une seule cause : elle résulte d'un faisceau de transformations systémiques – économiques, politiques, culturelles – qui affectent à la fois les modalités de gouvernance, les canaux de transmission du savoir, et les régimes d'attention du public. Nous vivons, de toute évidence, une crise de leadership politique, à laquelle s'ajoute une révolution technologique qui coïncide, de manière critique, avec une période charnière pour l'avenir des systèmes socio-écologiques. Cette conjonction de facteurs déterminants pour l'avenir pourrait s'avérer tragique si elle continue d'être abordée dans des cadres de pensée fragmentés.

Mais cette situation appelle également à une forme d'autocritique. Il nous revient, en tant qu'acteurs engagés dans la transition écologique – qu'il s'agisse de scientifiques, d'ONG, de décideurs ou d'intellectuels publics – de nous remettre en question. Force est de constater que nous avons, trop souvent, échoué à pratiquer un langage accessible et inclusif. Nous avons privilégié la construction d'un discours fondé sur la rationalité scientifique, technique, et (parfois) économique. Nous avons supposé que l'exposition aux faits et aux données suffirait à entraîner l'adhésion et l'action. Or, depuis le rapport Limits to Growth du Club de Rome en 1972, les signaux d'alerte se sont multipliés sans pour autant enclencher de mobilisation structurelle à la hauteur des enjeux.

10. https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr/cevipof/files/Fractures_francaises_Ipsos_Novembre2024.pdf

11. <https://www.parlonsclimat.org>

12. <https://www.destincommun.fr>

68%
des Français déclarent
que « consommer moins »
est une solution
souhaitable pour lutter
contre le changement
climatique

Ce constat met également en lumière une réticence historique et culturelle du champ scientifique à l'égard de la vulgarisation. Longtemps perçue comme une entreprise de compromis ou de simplification réductrice, la communication ou plus précisément médiation scientifique vers le grand public ne s'impose pas comme une pratique légitime. C'est cette posture qui a contribué à maintenir l'écologie dans une sphère d'abstraction, éloignée de l'expérience personnelle, sensible et émotionnelle des individus. Or, une transformation de l'imaginaire collectif ne peut émerger sans une résonance affective.

Parmi les interventions particulièrement marquantes, celle de Destin Commun a fourni des éléments d'analyse très éclairants. Ce think tank, spécialisé dans l'étude des représentations sociales et des conditions du vivre-ensemble, a notamment mis en évidence plusieurs leviers de mobilisation encore sous-exploités. Deux d'entre eux apparaissent particulièrement prometteurs : la protection des conditions de vie et de santé des enfants, et la valorisation du patrimoine naturel de la France. Ces thématiques, en mobilisant des registres affectifs et identitaires forts, offrent un potentiel fédérateur qui dépasse les clivages habituels.

Autre enseignement majeur : la notion de sobriété, souvent décrite comme impopulaire ou perçue comme une contrainte, rencontre en réalité une adhésion importante lorsqu'elle est pensée de manière pertinente. Selon les données présentées par Destin Commun, 68 % des Français déclarent que « consommer moins » est une solution souhaitable pour lutter contre le changement climatique et protéger l'environnement. Ce chiffre reste stable depuis 2022 et s'observe de manière transversale dans l'ensemble des électors. De surcroît, 65 % d'entre eux affirment que l'injonction à consommer toujours plus constitue une pression ressentie au quotidien, et non une source de satisfaction ou d'épanouissement.

Ces résultats confirment qu'il existe un terreau social favorable à une reconfiguration du récit écologique autour d'aspirations concrètes et partagées : la santé, le bien-être des enfants, le rapport au territoire, le refus des excès consuméristes. Les premières leçons que nous tirons de ce travail collectif plaident donc en faveur d'un changement de paradigme : il s'agit de passer d'un discours prescriptif à une approche sensible et incarnée, qui s'ancre dans les valeurs, les émotions, les réalités quotidiennes et les identités culturelles. En d'autres termes, il ne suffit plus de démontrer ; il faut désormais raconter autrement. Raconter la vraie vie.

Marion Bet et François- Xavier Demoures de l'IDDRI analysent les tensions actuelles autour de la transition écologique non pas comme un rejet de l'écologie, mais comme le symptôme de sa centralité nouvelle.

Loin d'un « backlash écologique », les résistances observées traduiraient le fait que l'écologie devient un cadre structurant des politiques publiques, des choix économiques et des représentations sociales.

Autrefois marginale, cantonnée à la sphère environnementale, elle s'impose désormais comme une grille d'organisation du vivre-ensemble, ce qui bouleverse en profondeur les repères hérités du modèle de croissance. Cette montée en puissance explique l'intensité des résistances : lorsqu'un nouveau paradigme devient dominant, il fragilise les anciennes promesses du contrat social — prospérité par la consommation, sécurité par la croissance, mobilité sans contrainte.

Les contestations qui accompagnent la transition ne sont donc pas une révolte contre l'écologie, mais la manifestation d'un décalage entre des attentes sociales formées dans l'ancien cadre et les conditions matérielles, économiques et culturelles du monde en transition.

Elles expriment une demande de justice, de sécurité et de lisibilité : des ajustements.

C'est dans cette perspective que l'IDDRI propose de refonder un nouveau contrat social écologique articulant transition et équité.¹³

L'IDDRI souligne que nous sommes déjà en transition, même si celle-ci reste diffuse, fragmentée et inégalement vécue. Le véritable enjeu collectif n'est donc pas de la déclencher, mais d'en prendre conscience, d'en proposer la maîtrise, d'y injecter du sens.

C'est là qu'intervient la question des récits : ils constituent l'infrastructure symbolique de ce nouveau contrat social.

Les récits écologiques doivent donner sens à la transformation, rendre visibles les bénéfices collectifs, et relier les changements du quotidien à un horizon désirable et juste.

Ainsi, pour l'IDDRI, l'écologie devient le socle du nouveau contrat social du XXI^{ème} siècle, celui autour duquel se reconfigurent les droits, les devoirs et les solidarités.

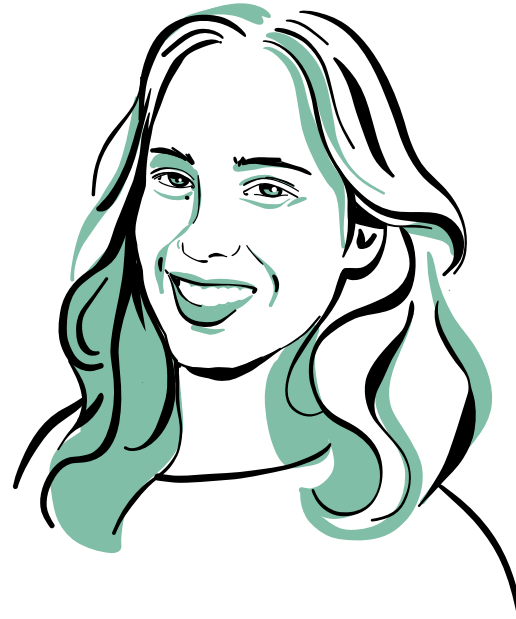
MOBILISER AUTREMENT

Les travaux de Mélusine Boon-Falleur, chercheuse en sciences cognitives et sociales à Sciences Po, portent sur la manière dont nos mécanismes mentaux et sociaux entravent la mobilisation face au changement

climatique. Elle identifie une série de freins cognitifs, c'est-à-dire de biais et de routines psychologiques, qui expliquent le décalage persistant entre la conscience du problème et la mise en action, souvent appelé « belief-action gap ».

Le premier frein tient à la perception du risque climatique. Notre cerveau est conçu pour réagir à des menaces immédiates, visibles et personnelles ; il peine à appréhender un danger global, progressif et différé.

Le climat apparaît ainsi comme un problème abstrait, qui échappe à nos réflexes d'urgence. L'action climatique exige de consentir à des efforts immédiats pour des bénéfices différés. Or, la préférence pour le présent nous conduit à minimiser la valeur des gains futurs. Ce biais est renforcé par l'inertie comportementale : nous tendons à conserver nos routines, surtout lorsque le changement paraît complexe ou incertain.



LES INDIVIDUS SURESTIMENT SOUVENT
LE COÛT COGNITIF ET MATÉRIEL
DES CHANGEMENT DE MODE DE VIE

Les individus surestiment souvent le coût cognitif et matériel des changements de mode de vie. À l'inverse, ils sous-estiment leur efficacité individuelle, considérant que leurs efforts sont négligeables face à l'ampleur du problème. Mélusine Boon-Falleur révèle que ce sentiment d'impuissance constitue un obstacle majeur : il est amplifié par la dilution de responsabilité dans les enjeux collectifs.

Par ailleurs, les émotions négatives (culpabilité, peur, honte) peuvent susciter le déni ou l'évitement lorsqu'elles ne s'accompagnent pas d'un sentiment d'efficacité. Les stratégies de communication fondées sur la peur se révèlent donc contre-productives si elles ne sont pas associées à des perspectives d'action concrètes.¹⁴

Dans une perspective appliquée, Mélusine Boon-Falleur propose plusieurs pistes issues des sciences cognitives telles que relier les enjeux climatiques à des effets locaux, visibles et immédiats, valoriser les réussites et la coopération, faire de l'action écologique un comportement socialement valorisé, et mobiliser également des récits positifs : présenter la transition non comme un sacrifice, mais comme un projet collectif désirable.¹⁵

QUEL LANGAGE ?

Une autre contribution particulièrement stimulante dans le cadre du cercle de réflexion a été celle de Valérie Bonnet, chercheuse en sciences du langage à l'Université de Toulouse. Son intervention portait sur le rôle du langage dans la structuration de notre perception du monde, et plus précisément sur les implications discursives du vocabulaire utilisé pour nommer les enjeux environnementaux. Elle a montré que les mots que nous mobilisons pour parler d'« environnement », de « crise » ou de « transition » ne sont jamais neutres. Ils ne se contentent pas de décrire la réalité : ils la cadrent, la hiérarchisent, orientent notre lecture du réel et conditionnent la manière dont nous nous y engageons.

14. <https://www.thebigshift.fr/episode/les-freins-psychologiques-a-la-transition-ecologique-melusine-boon-falleur>

15. https://www.lemonde.fr/chaleur-humaine/article/2025/09/05/melusine-boon-falleur-sur-le-climat-il-faut-alerter-sur-les-dangers-mais-aussi-signaler-les-solutions_6638984_6125299.html

13. https://www.iddri.org/sites/default/files/PDF/Publications/Catalogue%20iddri/Autre%20Publication/202504-NOTE-récits%20contrat%20social_1.pdf

Cette perspective, ancrée dans la linguistique discursive, rappelle que toute nomination est située : elle implique un locuteur, un destinataire, un contexte. Par exemple, le terme « nature » peut évoquer des représentations très variées – tantôt la douceur, tantôt le sauvage, tantôt l’altérité par rapport à l’humain – en fonction des ancrages culturels et des situations d’énonciation. Chaque mot transporte ainsi avec lui une charge sémantique, axiologique et affective, qui influence les imaginaires auxquels il donne accès ou qu’il contribue à refermer.

Valérie Bonnet a également souligné trois dynamiques fondamentales auxquelles sont soumis les mots lorsqu’ils circulent dans l’espace public : l’acceptabilité, la réappropriation et le détournement. Certains termes – comme « transition » – bénéficient d’un fort capital de consensus, car ils s’accordent avec les normes et les attentes dominantes. D’autres, tels que « effondrement », suscitent des résistances, du fait de leur potentiel disruptif. Par ailleurs, les mots peuvent être réappropriés par des acteurs aux intentions divergentes : le terme « développement durable », par exemple, est utilisé aussi bien par les ONG, dans une acception critique et systémique, que par des lobbies industriels, dans une logique de croissance. Ce type de double utilisation et signification affaiblit la puissance mobilisatrice de certains récits, en les vidant de leur substance ou en les rendant ambigus. Ainsi les narratifs sont-ils politiquement neutralisés.

L’histoire lexicale de l’écologie illustre bien cette problématique. Le terme « environnement », issu du lexique scientifique du XIXe siècle, s’est imposé dans les années 1960, remplaçant des notions comme « milieu » ou « paysage ». Le mot « biodiversité », né en 1986 dans un contexte technique, commence seulement à être mieux appréhendé par le grand public. Chacun de ces termes possède sa propre trajectoire, mais tous contribuent à façonner les représentations collectives du vivant.

Or, certains mots ou expressions, en se figeant dans des slogans – « planète en danger », « sauver la nature », « agir pour demain » – tendent à produire un consensus superficiel, au prix d’une neutralisation de la complexité des enjeux. Ce type de langage, que Bonnet qualifie d’anesthésiant, permet de parler sans dire, de susciter l’adhésion sans provoquer de transformation. Il limite ainsi la capacité du langage à ouvrir des possibles, à générer des récits véritablement transformatifs.

Ce diagnostic conduit à une conclusion essentielle : repenser le vocabulaire de l’écologie est une étape nécessaire pour construire des récits mobilisateurs, sans pour autant sacrifier la rigueur ou la complexité. Il s’agit de redonner aux mots leur puissance d’évocation, de les reconnecter à l’expérience sensible et à l’émotion, afin de recréer un lien vivant entre langage et engagement.

Une étude intitulée *Regards croisés sur les relations entre les Français et la nature* (décembre 2021)¹⁶ vient appuyer cette intuition. Lorsqu’on demandait aux personnes interrogées ce que leur évoquait le mot « nature », les réponses faisaient majoritairement référence à des éléments concrets et positivement connotés : « arbre », « forêt », « beauté », « calme », « liberté », « vert », « animaux », « air », « vie ». En revanche, des termes comme « biodiversité » – pourtant centraux dans le discours scientifique et institutionnel – étaient quasiment absents des réponses spontanées. Cela indique clairement que les termes les plus techniques, récents ou abstraits sont peu susceptibles de produire une résonance émotionnelle forte.

Dès lors, un enjeu majeur pour les récits écologiques contemporains consiste à opérer une traduction sensible et culturelle des enjeux scientifiques. Il ne s’agit pas d’en amoindrir la portée, mais d’en activer le potentiel narratif, en s’appuyant sur le ressort affectif. À travers cette reconfiguration langagière, il devient possible de faire de la transition écologique non pas un impératif lointain, mais un combat pour la vie, au sens le plus concret, le plus complet et le plus partagé du terme.

« ÉCO-ANXIÉTÉ » ?

Nous avons également sollicité l’intervention de Manuela Santa Marina, psychologue et chercheuse spécialisée dans les manifestations de l’éco-anxiété. Cette intervention nous a semblé d’autant plus nécessaire que l’éco-anxiété constitue un phénomène croissant, souvent mal compris, et pourtant révélateur de la difficulté à faire face à l’ampleur des bouleversements écologiques en cours. Elle donne à voir un autre versant du désengagement : non pas l’indifférence ou le rejet idéologique, mais une angoisse pouvant conduire à des formes de paralysie ou à un désengagement.

16. <https://www.bnsp.insee.fr/ark:/12148/bc6p0792b6t.texteImage>

L’un des éléments particulièrement éclairants de son intervention tient à la définition même du terme « éco-anxiété », souvent considéré comme une réaction irrationnelle à un danger subjectif. Or, comme l’a souligné Manuela Santa Marina, cette caractérisation s’avère scientifiquement imprécise, dans la mesure où la crise climatique est bien réelle, objectivement mesurable et largement documentée. Dès lors, l’usage du terme « anxiété » peut induire une forme de disqualification implicite du ressenti, en le renvoyant à une pathologie individuelle plutôt qu’à une réponse légitime et tout à fait raisonnable à un contexte critique.

Au-delà de l’anxiété proprement dite, plusieurs autres émotions sont mobilisées chez les personnes concernées : la peur, bien sûr, mais aussi la colère, la tristesse, la culpabilité. Selon Santa Marina, il s’agit moins d’un état pathologique que d’un processus adaptatif, comparable au travail de deuil, qui s’enclenche face à la perte d’un monde stable, habitable, et porteur de promesses. En l’absence d’accompagnement, ce processus peut toutefois dégénérer en troubles psychologiques plus sévères.

Des recherches encore rares mais émergentes ont permis d’identifier trois grandes formes de réactions face à l’éco-anxiété : une réaction anxieuse (peur, angoisse, sentiment d’impuissance) ; une réaction auto-réflexive (honte ou culpabilité liée à la participation, même involontaire, à la dégradation de l’environnement) ; et une réaction de type dépressif (retrait social, désespoir), plus fréquente chez les individus entretenant un lien profond avec la nature.

Santa Marina met en évidence un point crucial, celui des effets délétères du silence. Lorsqu’elle n’est ni reconnue, ni verbalisée, ni prise en charge, lorsqu’elle est tue ou ignorée, l’éco-anxiété s’enracine dans une forme de solitude. Ce silence crée un terrain fertile pour les dérives : certains groupes opportunistes, sectaires ou radicaux peuvent capter cette détresse psychique et l’orienter à des fins idéologiques.

Comme l’a rappelé Marina Santa Marina, la sortie de la souffrance liée à l’éco-anxiété passe par la reconnexion aux autres, par la capacité à s’organiser collectivement, à construire du sens et à faire émerger des communs.

LA SORTIE DE LA SOUFFRANCE LIÉE
À L’ÉCO-ANXIÉTÉ PASSE PAR
LA RECONNEXION AUX AUTRES,
PAR LA CAPACITÉ À S’ORGANISER
COLLECTIVEMENT,
À CONSTRUIRE DU SENS ET À
FAIRE ÉMERGER DES COMMUNS.



IL NE SUFFIT PLUS
DE DÉMONTRER ;
IL FAUT Désormais
RACONTER AUTREMENT.
RACONTER LA VRAIE VIE.

L'ÉMERGENCE DES RECITS

Les interventions, lectures, débats et discussions ont permis de faire émerger différents récits.

LE LEITMOTIV : la nature prend la main sur l'histoire, individuelle et collective

Le fil conducteur est l'idée que l'histoire n'est plus écrite par les humains et leurs idéologies : c'est désormais la nature — dans son emballement, ses réactions à ce que nous avons provoqué, — qui en devient l'agent central. Cette perspective s'inscrit dans une lecture proposée par Jean Viard, dans *L'individu écologique*, selon laquelle l'effondrement de l'idéologie du progrès laisse place à une ère où le vivant, en crise, devient le moteur des événements historiques. Loin de la croyance selon laquelle l'humanité façonne le monde par la guerre, la technique ou l'idéologie, nous serions déjà entrés dans un nouveau régime d'historicité, dominé par l'interdépendance et les limites planétaires. « Ce ne sont plus les hommes qui vont faire l'histoire, mais l'emballement déréglé d'une nature que nous avons bouleversée. Nous devons courir après les conséquences de nos propres actes ». (Viard, 2024)

LE RÉCIT DU DESTIN INDIVIDUEL : L'ÉCOLOGIE COMME EXPÉRIENCE VÉCUE

40 000
décès prématurés chaque
année sont imputables
à la pollution de l'air

19 %
des cancers seraient liés
à des facteurs
environnementaux

Le premier grand récit identifié est celui du destin individuel. Il vise à rapprocher les enjeux écologiques des trajectoires personnelles, à rompre avec l'idée que la crise environnementale est lointaine — géographiquement, temporellement ou socialement.

En effet, il ne s'agit pas d'une dystopie imaginaire ou potentiellement à venir, mais d'une situation bien réelle, dont les impacts se font déjà sentir, où que nous soyons. Ils affectent nos corps, nos quotidiens, nos patrimoines. Les effets du dérèglement climatique ont infiltré nos modes de vie. Ils nous sidèrent, nous bouleversent, nous acculent, tant et si bien que nous déployons des mécanismes de défense psychologiques pour les surmonter. Nous sommes bien convaincus au fond que l'écologie ne relève pas d'un horizon dystopique hypothétique. Il s'agit au contraire de notre condition contemporaine, celle que nous vivons.

Les données sont sans appel : en France, 40 000 décès prématurés chaque année sont imputables à la pollution de l'air¹⁷. Les vagues de chaleur de 2024 ont causé 3 700 morts supplémentaires¹⁸. Selon l'OMS, 19 % des cancers seraient liés à des facteurs environnementaux¹⁹. La hausse de certains cancers pédiatriques soulève des inquiétudes croissantes²⁰.

Le dérèglement climatique accroît également le risque d'émergence de maladies infectieuses et l'émergence de zoonoses. Une nouvelle pandémie mondiale n'est plus une hypothèse extrême, mais une certitude des chercheurs²¹.

17. <https://www.santepubliquefrance.fr/presse/2021/pollution-de-l-air-ambient-nouvelles-estimations-de-son-impact-sur-la-sante-des-francais>

18. <https://www.vie-publique.fr/en-bref/297779-ete-2024-la-chaleur-provoque-plus-de-3-700-deces>

19. <https://www.anses.fr/fr/content/l'impact-de-l'environnement-sur-le-risque-de-cancer-est-reel-mais-reste-difficile-evaluer-3>

20. https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/10/12/des-pesticides-interdits-retrouves-chez-les-enfants-de-la-plaine-d-aunis-ou-se-multiplient-les-cancers-pediatriques_6349719_3244.html

Enfin, le changement climatique menace directement le patrimoine personnel : en Île-de-France, les sinistres liés à la sécheresse devraient plus que doubler dans les prochaines années. 60 % des Français résident dans une commune exposée à un risque climatique majeur²². Le modèle du pavillon avec jardin, porteur d’une promesse de stabilité patrimoniale, est désormais fragilisé. Certains assureurs évoquent même l’impossibilité d’assurer un monde à +4 °C²³.



21. <https://www.la Tribune.fr/la-tribune-dimanche/opinions/yasmine-belkaid-dg-de-l-institut-pasteur-protger-la-recherche-c-est-aussi-defendre-l-europe-1020186.html>

22. <https://www.georisques.gouv.fr/minformer-sur-la-prevention-des-risques/les-risques-naturels-en-france-chiffres-cles>

23. https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2023-03/Livre%20blanc%20_%20Peut-on%20assurer%20un%20monde%20qui%20s%27effondre%20_r%C3%A9duit.pdf

Les clusters pédiatriques, révélateurs des inégalités environnementales

Des détections tardives, un système défaillant

La question des détections tardives des clusters de cancers chez les enfants et jeunes adultes est soulevée par les familles, près de la Rochelle par exemple. Elle témoigne des lacunes du suivi en France sur le sujet. Et les chiffres sont devenus alarmants : En 2025, la Charente-Maritime compte quatre foyers de cancers pédiatriques identifiés. À Saint-Rogatien, le nombre d’enfants et jeunes adultes atteints est de 7 cas pour 1,8 attendus, soit un risque multiplié par quatre. Et trois nouveaux clusters viennent s’ajouter : Saint-Vivien (5 cas pour 1 attendu), L’Houmeau (5 cas contre 2 attendus), et l’ouest de Saintes.

D’autres territoires montrent des situations alarmantes comparables : En Loire-Atlantique, 25 enfants touchés par des cancers ont été recensés dans 9 communes dans les environs de Machecoul. Et le registre départemental refuse de communiquer les données complètes aux familles.

L’opacité des données obstrue toute reconnaissance

Un registre national des cancers pédiatriques existe, mais il reste insuffisant pour offrir une vue d’ensemble sur le problème, puisqu’il couvre à peine un quart du territoire national. La faille n’est pas technique, mais bel et bien politique : l’accès aux données reste verrouillé, empêchant les familles et les associations de documenter les liens environnementaux. On le voit bien en Loire-Atlantique et en Vendée, où la cartographie disponible depuis 2005 n’a été finalisée qu’en 2020.

L’Association Avenir Santé Environnement en Charente-Maritime dénonce la rétention d’informations, et considère que les pouvoirs publics, représentés par les ARS (Agence régionale de santé) et SPF (Santé publique France), n’entreprennent rien en matière de prévention et de recherche pour établir les causes de ces cancers.

Avenir Santé Environnement a prélevé les urines et les cheveux de 72 enfants dans 6 communes de l’agglomération de La Rochelle. Les résultats ont mis en évidence la présence de plusieurs pesticides, dont certains sont interdits en France depuis plusieurs années. Seule réaction de l’ARS face à ces éléments : elle ne souhaite pas « commenter des études civiles non scientifiquement prouvées ».

Des cancers liés aux pesticides ?

Quatorze molécules ont été retrouvées dans les analyses des prélèvements. Il y avait notamment :

- De la phtalimide, dans les urines de 15 % des enfants. Cette molécule issue d’un fongicide est classée cancérogène par l’agence européenne des produits chimiques.
- De la pendiméthaline a été découverte dans 20 % des prélèvements capillaires. Cet herbicide est notamment associé au risque de cancers du pancréas et du colon.
- Enfin, des insecticides néonicotinoïdes interdits ont été identifiés dans les urines de 12 enfants. Il s’agit en particulier de l’acétamipride, dont les effets neurotoxiques pour le développement du cerveau sont signalés depuis 2013. Cette molécule s’élimine normalement vite. Sa présence signe une exposition aiguë

Géographie des risques : territoires sacrifiés et inégalités environnementales

- Zones de viticulture intensive (ouest de Saintes) : exposition chronique aux pesticides
- Espaces périurbains industrialisés (Saint-Rogatien avec son usine d’enrobé)
- Territoires ruraux de monoculture (région de Machecoul en Loire-Atlantique)
- Communes de transit (L’Houmeau) exposées aux pollutions de passage

Ces territoires, qui cumulent précarité sociale et exposition environnementale, illustrent bien l’idée que les inégalités territoriales se transforment en inégalités sanitaires. Les populations concernées, souvent moins dotées en capital social et économique, subissent les externalités négatives d’un modèle de développement qui socialise les coûts sanitaires.

Face au déni institutionnel, la mobilisation citoyenne

Le président de l’association Avenir santé Environnement, Franck Rinchet-Girollet, demande une enquête pour que soit déterminée l’origine de ces pesticides dangereux et interdits, dont les traces persistent dans les prélèvements effectués sur les enfants. Comme en Loire-Atlantique avec l’association Stop aux cancers de nos enfants, les familles transforment leur souffrance en mouvement pour une écologie populaire. Ces collectifs veulent mettre en lumière le déni institutionnel qui ajoute à la souffrance occasionnée déjà par l’injustice de la maladie qui atteint les enfants. Les associations mènent leurs propres investigations épidémiologiques, reconstituent les cartes d’exposition, et tentent de suppléer aux défaillances du système de surveillance sanitaire.

L’enjeu démocratique du droit à l’information sanitaire

En mai 2025, une tribune publiée dans Le Monde, signée par des associations de patients et des médecins, exhorte les pouvoirs publics à mettre rapidement en place un registre national des cancers. Les auteurs revendiquent un droit aux données épidémiologiques sur l’ensemble du territoire français. Dans cette tribune, ils rappellent notamment que l’incidence des cancers en France a doublé entre 1990 et 2023. Et déplorent que la dimension environnementale du cancer reste peu explorée. Car les questions nombreuses et graves imposent des réponses urgentes : « Quel est l’impact des perturbateurs endocriniens dans le développement de la maladie ? les substances chimiques cancérogènes présentes dans de nombreux produits de consommation courante, dans l’alimentation et dans différents milieux, comme l’air, l’eau et les sols, ont-elles un lien avec cette massive survenue de cancers ? »

Sources : Reporterre (avril 2025), Le Monde (mars 2025, mai 2025), Le Point (juillet 2025), Etude des docteurs Thomas Systchenko et Nohwenn le Stang (octobre 2024), France 3.

LE RÉCIT GÉOPOLITIQUE ET SÉCURITAIRE : LA RECONFIGURATION MONDIALE PAR LES RESSOURCES

Un deuxième récit, qui prend aujourd’hui une importance manifeste, est celui de la reconfiguration géopolitique mondiale par l’accès aux ressources naturelles. Alors que le XX^e siècle a été dominé par la maîtrise des énergies fossiles — pétrole, gaz, charbon —, le XXI^e siècle s’annonce comme celui de la compétition pour les ressources renouvelables : eau, terres arables, métaux critiques, écosystèmes fonctionnels. Le changement climatique exacerbe les tensions existantes, précipite les déplacements de population et alimente les conflits.

Encore trop peu présent dans l’opinion publique, la pertinence des éléments narratifs liés à l’imbrication croissante entre écologie et géopolitique ne cesse de croître. Ce lien, longtemps marginalisé dans les représentations collectives, commence néanmoins à se consolider dans les discours politiques et les arènes diplomatiques, et ce à mesure que les enjeux environnementaux reconfigurent les rapports de force internationaux.

L’élection de Donald Trump, tout comme les discours de plus en plus explicites sur la captation des ressources, constitue un symptôme brutal d’un basculement : dans un monde aux ressources limitées, le maintien d’une prospérité fondée sur l’exploitation intensive du vivant ne peut s’opérer sans générer tensions, conflits et stratégies de prédation. L’idée selon laquelle certains États chercheront à préempter les ressources qui leur font défaut, parfois au détriment de la souveraineté des autres, devient une perspective tangible. Métaux critiques, terres rares, accès à l’eau, préservation de la biodiversité : ces éléments deviennent les fondements d’un nouvel ordre mondial, à la fois indispensables aux économies contemporaines et essentiels à la transition vers un modèle bas carbone.

La guerre en Ukraine a d’ailleurs rappelé avec acuité combien la géopolitique énergétique structure le quotidien des populations. L’accès aux énergies renouvelables, la maîtrise des chaînes d’approvisionnement, et la souveraineté énergétique constituent désormais des enjeux vitaux pour l’autonomie des États. La Chine, les États-Unis sous l’administration Biden, et l’Union européenne ont pris acte de cette nouvelle donne. L’écologie, dans ce cadre, cesse d’être un objet d’engagement : elle devient une question centrale de puissance et de sécurité. Le défi consiste alors à traduire cette complexité pour le grand public, à faire comprendre que l’écologie n’est pas une préoccupation marginale, mais le cœur stratégique des transformations géopolitiques à venir.²⁴

Uranium et eau, deux ressources que le monde s’arrache

L’uranium, nerf de la guerre énergétique

L’uranium est devenu l’une des matières premières les plus stratégiques du XXI^e siècle. Indispensable au fonctionnement des centrales nucléaires, cette ressource est au cœur de tous les enjeux dans la course pour l’énergie. Sa répartition géographique dessine une carte des tensions à venir.

Le Kazakhstan qui domine le marché mondial avec 45% de la production. Il est suivi par le Canada et l’Australie. Une concentration géographique qui crée des situations de dépendance dangereuses pour les grandes puissances nucléaires. Les États-Unis, première puissance mondiale, importent par exemple 94% de leur uranium. Leur production nationale s’est effondrée, divisée par 24 depuis 2014. Et pour l’Europe, ce n’est pas mieux : plus de 70% de son uranium provient de trois pays, le Kazakhstan, le Niger et le Canada. C’est la guerre en Ukraine qui a brutalement révélé ces jeux de dépendance. Malgré les sanctions contre Moscou, l’Union européenne continue par exemple d’importer massivement l’uranium russe, faute d’alternatives immédiates. Or, la Russie ne contrôle pas seulement des mines : elle détient 40% de la capacité mondiale d’enrichissement de l’uranium, étape cruciale pour transformer le minerai en combustible nucléaire. Cette position lui offre un moyen de chantage considérable sur ses «clients» occidentaux.

L’affaire du Niger, illustration des nouveaux rapports de force

En juillet 2023, le coup d’État qui renverse le président Bazoum place la question de l’uranium au cœur de toutes tensions. La France, qui tirait 20% de son uranium du Niger via son groupe «Orano», constate sa fragilité. En juin 2024, Niamey (la capitale nigérienne) retire définitivement le permis d’exploitation de la mine d’Imouraren à l’entreprise française, et prive Paris de 47% de ses réserves d’uranium habituelles. Cette décision scelle la fin d’une époque, d’un héritage, où les colonisateurs pouvaient compter sur un accès privilégié aux ressources africaines.

L’eau, or bleu des conflits de demain

On le sait, l’eau douce devient la ressource la plus convoitée de la planète. Alors que la demande mondiale explose avec la croissance démographique et l’urbanisation, l’offre, elle, se raréfie sous l’effet du réchauffement climatique. Cette équation explosive annonce les «guerres de l’eau» du XXI^e siècle.

La répartition de l’eau douce illustre une inégalité saisissante. Neuf pays seulement détiennent 60% des réserves mondiales : le Brésil, la Russie, les États-Unis, le Canada, la Chine, l’Inde, l’Indonésie, la Colombie et le Pérou. À l’inverse, l’Asie, qui abrite 60% de l’humanité, ne dispose que de 30% des ressources hydriques. Ce déséquilibre nourrit déjà des tensions toujours plus grandes, comme on peut le voir entre la Chine et ses voisins du Sud-Est asiatique, qui se disputent le contrôle des fleuves transfrontaliers.

Depuis 2011, l’Éthiopie construit sur le Nil Bleu le plus grand barrage hydroélectrique d’Afrique, capable de produire 6500 mégawatts. Pour Addis-Abeba, c’est l’assurance du développement économique et de l’électrification du pays.

Pour l’Égypte, qui dépend à 97% du Nil pour son approvisionnement en eau, c’est danger. Les négociations s’enlisent depuis plus de dix ans, à coups de menaces militaires des deux côtés. En 2024, le Premier ministre éthiopien a averti que si les Égyptiens défiaient l’avenir de l’Éthiopie, «ils seraient détruits par des moyens militaires».

Partout dans le monde, le contrôle de l’eau est devenu un enjeu vital. Au Moyen-Orient, Israël et la Palestine s’affrontent pour le contrôle des nappes phréatiques de Cisjordanie. En Asie centrale, l’Ouzbékistan et le Kazakhstan se disputent les eaux de la mer d’Aral, déjà largement asséchée. En Iran, les pénuries d’eau déstabilisent le régime des mollahs.

Les nouveaux équilibres de puissance

Les pays producteurs d’uranium et riches en eau acquièrent une influence géopolitique considérable, parfois sans rapport avec leur poids économique traditionnel. Le Niger, l’un des pays les plus pauvres du monde, a pu défier la France grâce à son uranium. L’Éthiopie, pays enclavé longtemps marginalisé, s’impose aujourd’hui comme un acteur incontournable de la Corne de l’Afrique grâce à son contrôle des sources du Nil.

Cette redistribution géopolitique pousse les grandes puissances à revoir leurs stratégies : Les États-Unis lancent un vaste plan de relance de leur industrie uranifère pour réduire leur dépendance. La Chine applique sa stratégie des «trois tiers» : augmenter sa production nationale, acquérir des ressources à l’étranger et diversifier ses achats sur le marché mondial. En Namibie, Pékin contrôle désormais entièrement la production d’uranium depuis 2019.

L’Europe, elle, reste prise entre ses ambitions de décarbonation et sa dépendance aux ressources extérieures. Le Vieux Continent doit à la fois développer son parc nucléaire pour sortir des énergies fossiles, et sécuriser son approvisionnement en uranium face aux turbulences géopolitiques. Et dans le même temps, le Sud de l’Europe découvre le stress hydrique avec les sécheresses récurrentes qui frappent l’Espagne, l’Italie et le sud de la France.

Aussi l’uranium et l’eau sont-ils au 21^{ème} siècle ce que le pétrole fut au 20^{ème} siècle. D’indispensables richesses.

Sources : Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), Agence d’approvisionnement d’Euratom, Organisation mondiale de la santé, rapports ONU sur l’eau, études du géographe Teva Meyer (Université de Haute-Alsace)

24. https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/10/04/vers-l-ecologie-de-guerre-plaidoyer-pour-une-ecologie-realiste_6343592_3232.html



L'ÉCOLOGIE DU SENSIBLE : PATRIMOINE, IDENTITÉ ET TRANSMISSION

Un troisième récit, encore largement sous-exploité, s'adresse à une population souvent tenue à l'écart des récits écologistes contemporains, en raison de leur coloration idéologique qui les positionnent plutôt à droite sur l'échiquier politique, alors que l'écologie est plutôt assimilée à une matrice politique située à gauche. C'est cette stigmatisation de la question environnementale qui en limite très largement la bonne réception auprès d'une population qui ne se reconnaît pas dans ces clivages. Une telle confiscation politique du sujet de l'écologie obstrue l'exploration d'un registre narratif pourtant pertinent, rassembleur et prometteur : celui du récit patrimonial, fondé sur l'attachement aux territoires, aux paysages, aux traditions et au génie culturel français.

Ce récit, qui s'ancre dans une sensibilité esthétique et identitaire forte, peut contribuer à la valorisation des savoir-faire ancestraux, favoriser la transmission des terroirs, entretenir la sauvegarde d'un art de vivre adapté aux écosystèmes locaux. Il s'agit ici de réconcilier des notions, trop souvent opposées à tort, celle de l'écologie et celle de l'enracinement. Le patrimoine naturel et le patrimoine culturel peuvent et doivent se compléter et s'augmenter l'un l'autre. Cette écologie du sensible parle à celles et ceux qui vivent la nature comme source d'émotion, de beauté, de lien, comme une expérience du sublime. Elle concerne également les défenseurs d'un art de vivre fondé et orchestré sur l'équilibre entre nature, culture et temporalité longue. Les effets du changement climatique viennent fragiliser ces héritages : les paysages, les cultures locales, les savoir-faire agricoles et artisanaux sont mis en péril.

Un site patrimonial culturel sur six est déjà menacé par les effets du changement climatique²⁵. Incendies, crues, vagues de chaleur, tempêtes, montée des eaux : ces phénomènes mettent en péril des trésors que nous espérons immuables²⁶.

Protéger le patrimoine, c'est ne pas juste éviter des pertes matérielles, c'est aussi et surtout préserver le lien entre passé et avenir, lui conserver tout son sens et sa vie, en valorisant l'attache aux lieux par ceux

qui les habitent. C'est défendre une capacité et une manière d'habiter le monde, c'est transmettre la mémoire, c'est raconter les histoires qui le façonnent, c'est cultiver le caractère rare et précieux de notre monde. Cela s'applique de la même manière à la nature. Sanctuariser les souvenirs de notre histoire, c'est aussi entretenir la nature qui nous relie à notre passé comme à notre avenir.

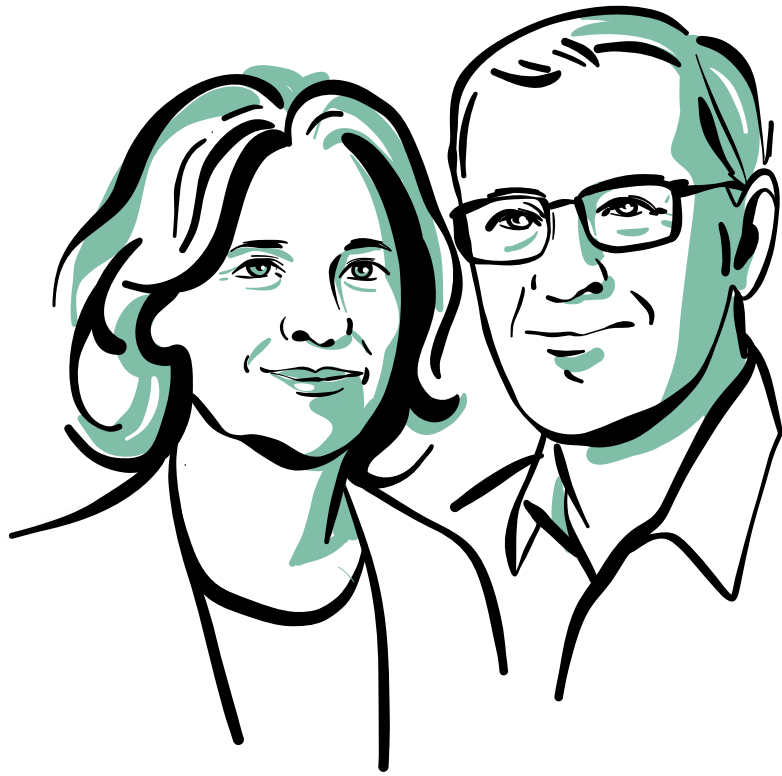
Si le récit écologique peine aujourd'hui à toucher le cœur du public, c'est qu'il est encore trop souvent perçu comme inabordable, trop technique, ou polarisant, parce qu'il manque cruellement d'ancrages sensibles, affectifs, symboliques. Pourtant, la nature, tout comme le patrimoine culturel, déclenche l'émerveillement. Émotion et faculté humaine qu'on évoque trop peu, et qui est pourtant le ressort de nombreux talents. La capacité que nous conservons à nous émerveiller est une ressource qu'on ne doit pas laisser tarir. Elle est ce qu'il reste de nos enfances à tous, elle est l'énergie

qui conduit l'humanité à se dépasser, à se réinventer, à décrocher ses rêves. La nature et le patrimoine résonne en nous, parce qu'ils sont des lieux de beauté et de mémoire, où l'on puise et où l'on invente nos lendemains. Sanctuariser ces espaces c'est nous protéger nous-mêmes, c'est nous battre pour l'avenir de l'humanité. L'enjeu est fondamental.

1 sur 6
sites patrimoniaux culturels
sont déjà menacés par
les effets du changement
climatique

25. <https://whc.unesco.org/fr/changementclimatique/>

26. <https://www.heritageresearch-hub.eu/white-paper-cultural-heritage-and-climate-change-new-challenges-and-perspectives-for-research/>



PORTRAIT

CLAIRE ET GILLES, Fort-Mahon-Plage (Somme)

Ils ont les visages burinés des gens qui vivent dehors, les mains en forme d'outils de travail, épaisses, musclées, avec la paume dure et la peau crevassée. Ce sont des enfants du pays, nés dans le paysage de la Somme, avec ses espaces infinis, la mer qui descend loin, le sable qui grignote la vie des gens, entament les côtes, dont on annonce la prochaine disparition des cartes. On ne s'assoit pas pour leur parler, on les suit.

Ils se sont rencontrés il y a douze ans au bout de leurs rues qui débouchent sur la baie d'Authie : lui partait à la chasse avec ses canards rejoindre sa hutte, elle revenait d'une balade à cheval dans les dunes. Claire et Gilles ont 35 ans aujourd'hui, un enfant, une maison entièrement retapée de leurs mains, des installations pour les

animaux, bâties avec du matériel recyclé, des récupérateurs d'eau partout, un compost, du fumier. Ils vivent entourés de champs, de la mer, des chevaux, des chiens, des canards, des poules, des chats. Leurs existences se déroulent au rythme de la nature, des animaux, de leurs cycles.

Ils s'inquiètent quand on les assaille de questions : « Oulala, mais faut pas se prendre la tête comme ça, sinon, on va finir figés ». Ils montrent le ciel, sentent l'odeur des terres mouillées, « voilà où elles sont, les réponses », ici on se projette en fonction des températures et des éclaircies à venir. Claire et Gilles sont dans une mécanique quotidienne d'harmonie avec la nature, qui ne se pense pas, qui se vit.

Du coup, merci de ne pas venir leur parler « écologie » : « On n'en peut plus nous des écolos ! », ils disent que ce sont « des gens de la ville qui viennent nous expliquer comment on doit se comporter bien chez nous, et qui nous mettent le bazar partout ! ». Pour Claire, « tout ça c'est de la politique, des mots, des mots, des mots, qui empêchent les actes. Nous on n'a pas trop le temps pour ça, à vrai dire. On parle pas trop, nous, on fait ce qu'on peut. Alors quand on vient nous expliquer comment cultiver notre terre, élever nos bêtes, gérer notre faune et notre flore, pendant les périodes de vacances scolaires, on se sent bien méprisés, comme si on était des gens sans conscience. Et surtout on vient nous faire perdre un temps précieux ».

Tous deux connaissent chaque recoin de leur région, ils ont vu les saisons défiler année après année, le climat se détériorer, ils connaissent l'hostilité du ciel qui gronde, des pluies qui peuvent durer des jours, ils savent les conséquences de la bêtise humaine, quand une nappe de pollution recouvre leur mer, après un dégazage sauvage ou des travaux sur les éoliennes. Chaque jour, ils passent au moins six heures dehors. Ils disent tous les deux : « On ne prend à la nature que ce qu'on peut lui rendre, sinon, on court à notre perte. La terre ne nous appartient pas, c'est elle qui nous garde à la fin. Croyez-nous, on a conscience comme personne du danger que les hommes courent à se croire au-dessus des forces de la nature ».



**TOUT ÇA C'EST DE LA POLITIQUE,
DES MOTS, DES MOTS, DES MOTS,
QUI EMPÊCHENT LES ACTES.**

Si Gilles est chasseur quelques nuits, il est chargé de surveiller les espèces d'oiseaux protégés le jour. Son métier, c'est de s'assurer que les promeneurs respectent les règles de tranquillité nécessaires à la nidification, ne piétinent pas les zones interdites au passage de l'homme. « C'est simple, c'est nécessaire. Mais depuis quelques années, ça devient laborieux, on a beaucoup de réunions, qui rendent fou, dont on ressort sans toujours comprendre ce qu'on doit faire ». Il gagne 1900 euros par mois,



ON NE PREND À LA NATURE QUE CE QU'ON PEUT LUI

RENDRE, SINON ON COURT À NOTRE PERTE.

LA TERRE NE NOUS APPARTIENT PAS,

C'EST ELLE QUI NOUS GARDE À LA FIN.

net. Gilles dit qu'il est « de plus en plus dégoûté par le métier qui tourne à la vie de bureau. Je fais de moins en moins de terrain, ça m'inquiète beaucoup parce que maintenant on doit tout valider au-dessus de nous, alors qu'avant on passait notre temps à faire remonter ce qui se passait sous nos yeux, notre job c'était le contact avec les locaux, on faisait le lien avec la nature. La vie, quoi. Là, ça change, comme si on compliquait ce lien, comme si c'était une équation mathématique, alors que c'est juste une évidence en fait ».

Claire apprend aux gens l'équitation depuis dix ans, elle emmène des centaines de touristes découvrir la baie de Somme à dos de cheval Henson, espèce créée il y a plus de cinquante ans dans la région. Elle gagne 1800 euros par mois, net. Tous les matins, qu'il pleuve, qu'il vente ou qu'il neige, elle enfle ses bottes nourrit les animaux, ramasse les œufs, nettoie les paddocks, remplit les râteliers de foin. Claire dit : « Ma vie, c'est la terre et les animaux d'ici. Je lui donne du sens quand je me débrouille à mon échelle et au quotidien pour préserver l'équilibre de mon écosystème, faire en sorte que toutes nos bêtes se portent bien, pour qu'elles puissent travailler efficacement quand la saison touristique arrive ». Il y a un ordre, qui se transmet, des traditions à entretenir. Faire du fumier pour nourrir les terres, donner les restes aux poules, veiller aux bonnes rotations des cultures, entretenir des haies pour abriter les oiseaux.

A 9 heures chaque jour, week-end compris, Claire est aux écuries ; L'hiver est dur, il faut faire les boxes, soigner les poneys qui vivent dehors, refaire les clôtures que les vents violents emportent, drainer les sols toujours plus inondés chaque année. Il faut tenir des heures dans le froid, sous une pluie battante, supporter des jours durant l'absence de lumière, le ciel gris et bas. Et composer tous les jours avec « des interdictions de certaines pratiques agricoles qui nous privent de certaines pâtures, subir des normes environnementales toujours plus strictes, plus nombreuses, plus confuses, si bien que parfois on est à bout ».

L'été, la population passe de 2000 à 25000 habitants. Il faut affronter sans faiblir les aléas du réchauffement climatique, leur impact sur la santé des animaux, sur l'activité touristique, sur l'économie locale : « Les chevaux souffrent quand la canicule sévit, tant et si bien qu'on est obligé d'annuler nos prestations, et nous souffrons par ricochet. Mais on supporte, on serre les dents. On connaît nos priorités. Si on va contre les lois de la nature, on finira mal ». Elle aura toujours le dernier mot.

LE RÉCIT ÉCONOMIQUE

Seuls 21 % des Français se déclarent prêts à accepter une augmentation de la fiscalité environnementale pour financer la transition écologique. Autrement dit, quatre Français sur cinq s’opposent à contribuer. Cette réticence contraste fortement avec la réalité économique : les montants que les citoyens seraient amenés à payer aujourd’hui sont très largement inférieurs aux coûts causée par l’inaction.

Les études macroéconomiques sont unanimes : ne rien faire coûtera infiniment plus cher que d’engager une transition ordonnée et planifiée. La Banque mondiale estime que les pertes liées à l’inaction pourraient atteindre jusqu’à 30 % du PIB mondial d’ici la fin du siècle. En France, les économistes du Trésor ont chiffré le coût de l’inaction à 15 % du PIB dès 2050, tandis qu’une transition gérée coûterait seulement 0,5 à 1 point de PIB en 2030 dans une trajectoire d’effort. La comparaison est sans appel : la première option nous conduit à un scénario d’effondrement économique comparable, en ordre de grandeur, à la Grande Dépression de 1929 ; la seconde correspond à un effort raisonnable et maîtrisé.

Ce qui est moins souvent souligné, c’est que ces enjeux macroéconomiques se traduisent aussi, très concrètement, dans la vie des citoyens. Et que ceux qui seront le plus durement touchés sont précisément ceux pour qui l’effort financier est déjà le plus difficile à supporter.

Prenons le logement et l’assurance. Selon France Assureurs (2025), le montant des sinistres climatiques assurés pourrait doubler d’ici 2050. Entre 2020 et 2023, les coûts ont déjà augmenté de plus de 18 % par rapport aux projections... qui étaient faites pour 2050 ! Le CCR, réassureur public, estime que la sinistralité climatique augmentera de 40 % d’ici 2050. Concrètement, cela se traduit par une pression haussière durable sur les primes d’assurance. En 2023, les cotisations d’assurance habitation ont augmenté de 5,3 %, puis de 7,5 % en 2024, sous l’effet aussi des événements climatiques.

Le coût des sinistres climatiques pourrait augmenter de 93 % d’ici 2050, tandis que le régime public de couverture des catastrophes naturelles connaît déjà un déficit structurel. Les assureurs privés versent actuellement plus de 6 milliards d’euros par an, mais ce montant devrait croître de 50 à 90 % dans les décennies à venir.

La Cour des comptes (2025) rappelle, de son côté, le risque structurel sur le littoral : érosion, submersion, milliers de bâtiments menacés. Autant de facteurs qui peuvent peser sur la valeur de revente des logements et sur leur assurabilité.

Certaines zones deviendront probablement inassurables, comme on l’observe déjà en Californie, où plusieurs compagnies se sont retirées de certains territoires jugés trop à risque. En France, le péril climatique le plus coûteux à venir est la sécheresse, en raison du phénomène de retrait-gonflement des argiles, qui provoque des fissures sur les bâtiments anciens. Ce seul phénomène pourrait tripler son coût d’ici à 2050, avec 11 millions de logements concernés, soit une maison individuelle sur deux à l’horizon 2030.

Le climat pèse aussi sur la santé. L’impact monétaire des effets sanitaires du changement climatique est estimé par Santé publique France à 22 à 37 milliards d’euros entre 2015 et 2020, notamment en lien avec les canicules.

Le rapport Lancet Countdown Europe 2024 a mis en évidence la hausse des décès liés à la chaleur dans la plupart des pays européens. En période de canicule, les hôpitaux enregistrent 19 % d’admissions supplémentaires par jour, et en France, les passages aux urgences peuvent doubler lors des épisodes les plus intenses. Cela se traduit à l’échelle des ménages par des coûts médicaux directs (consultations, soins, médicaments) mais aussi indirects (arrêts de travail, perte de revenus, aggravation de maladies chroniques).

La pollution engendre également des coûts massifs. Elle représente à elle seule 3 milliards d’euros par an en dépenses directes pour l’Assurance Maladie, et un coût sanitaire total (mortalité et morbidité) compris entre 68 et 97 milliards d’euros par an .

Enfin, les effets sur le travail et les revenus sont tangibles. Allianz Research (2025) estime que les vagues de chaleur peuvent retrancher jusqu’à 0,5 point de PIB en Europe, par la baisse de productivité et les arrêts d’activité extérieure. L’OCDE (2024) calcule que plus de dix jours à plus de 35 °C dans l’année réduisent en moyenne la productivité de 0,3 %. Les métiers en extérieur – bâtiment, agriculture, logistique – sont évidemment les plus exposés, et donc les ménages aux revenus les plus modestes en première ligne. Pour un salarié ou un indépendant, cela signifie des heures perdues, des rendements moindres, parfois des journées non travaillées. Pour les commerçants, c’est une chute de fréquentation et des dépenses d’adaptation supplémentaires.

Ainsi, le coût de l’inaction climatique n’est pas seulement une abstraction macroéconomique. Il se traduit, dès aujourd’hui, par des primes d’assurance qui s’envolent, par des logements qui perdent de leur valeur, par des factures de santé qui augmentent, par des revenus fragilisés. La différence entre une économie qui bascule vers l’effondrement et une économie qui fait l’effort de se transformer n’est pas seulement une affaire de points de PIB : c’est aussi, et surtout, une question de justice sociale et de vie quotidienne pour chaque ménage

21 %
des Français seulement
se déclarent prêts
à accepter une
hausse de la fiscalité
environnementale.

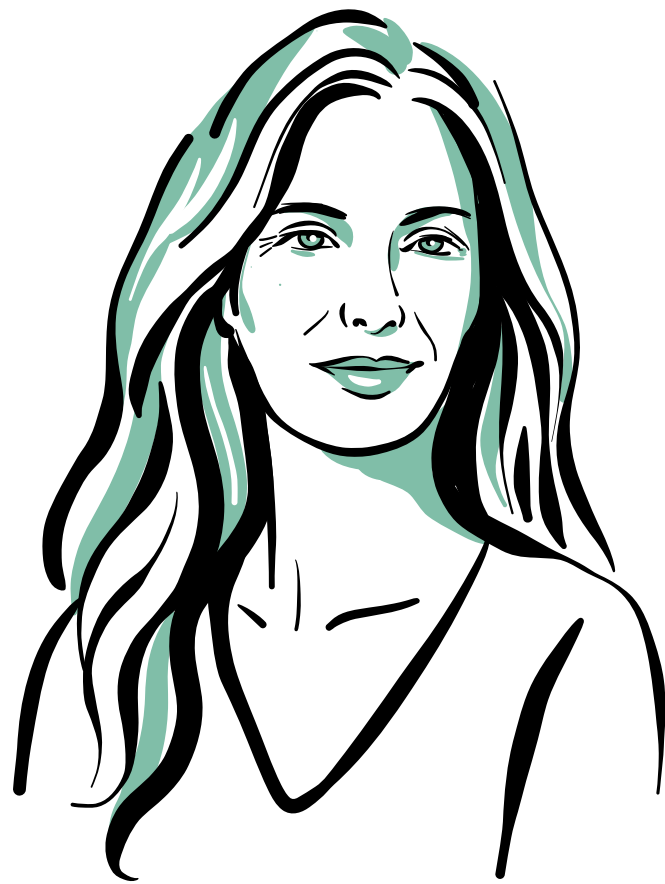
22 à 27
MILLIARDS D’EUROS :
c’est le coût sanitaire
estimé des effets du
changement climatique

L’INACTION N’EST PAS
NEUTRE : C’EST UN CHOIX
- ET LE PLUS COÛTEUX
DE TOUS

27. <https://www.vie-publique.fr/en-bref/296531-fiscalite-environnementale-les-francais-partages#:~:text=En%20janvier%202024%2C%20%22un%20Fran%20ais,lutter%20contre%20le%20changement%20climatique.>

28. <https://www.lesechos.fr/partenaires/axa-investment-managers/le-cout-de-linaction-climatique-jusqua-30-du-pib-1397967>

29. <https://www.radiofrance.fr/franceinfo/podcasts/l-invite-eco/deficit-et-transition-ecologique-le-cout-de-l-inaction-chiffre-a-15-de-pib-mondial-c-est-beaucoup-plus-que-le-prix-des-efforts-rappelle-la-cheffe-economiste-au-tresor-8727230>



PORTRAIT

ANNE

Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne)

Un petit deux pièces, à Ivry-sur-Seine, à deux pas de la capitale, avec le terminal des bus au pied de l'immeuble, et le périphérique à deux pâtés de maison. Accessible financièrement, pratique, bien placé. Il y a des commerces à proximité, un petit parc pour les enfants, les écoles, la crèche, tout ce qu'il faut. Anne a emménagé en 2017. Et son quotidien depuis ressemble à une lente et inexorable descente aux enfers, où respirer est devenu un labeur. Anne souffre d'endométriose, elle est atteinte de fatigue chronique, elle est asthmatique, et son allergie aux acariens a envahi toute sa vie. Chaque jour est une lutte, pour trouver du souffle, pour vivre. C'est l'histoire d'une vie au bord du périph', à hauteur des gaz d'échappement, envahie par les problèmes d'environnement, qui s'est muée en combat de tous les instants, où chaque geste est pensé pour contrer vainement les conséquences en cascades de la pollution.

Anne a rencontré son mari Alain en 2019. Il était en forme. Il s'est installé avec elle dans l'appartement du deuxième étage. Quelques

semaines plus tard, il était asthmatique. Traitement de fond, ventoline, sont devenus une nécessité. Et puis Louis est né, en 2023. Pareil : L'asthme a pris ses poumons après une bronchiolite, flixotide, ventoline, tous les jours depuis. C'est comme si la maladie les avait cueillis, un à un. Comme si elle était là, bien avant eux. Dans l'air. Partout, dans les murs, dans les meubles, dans les textiles, dans les rideaux. Anne dit : « ça rend paranoïaque, on a l'impression qu'elle nous tient, qu'elle nous colonise, on se sent pollué du dedans comme du dehors, c'est insolvable ». La pollution est dans l'atmosphère, quand ils sortent, quand ils rentrent, Anne et sa famille ont le sentiment de la transporter, de l'importer, de l'augmenter, dans chacun de leurs mouvements.

« Je ne pense plus qu'à ça, tout le temps », dit-elle. Elle s'organise pour esquiver les assauts de la pollution, préfère une balade au cimetière, sans voiture autour, qu'un saut dans le quartier chinois de Paris, qui oblige à passer sous le périphérique à pied. Pas en vélo : « J'en ai acheté un, j'ai fait une sortie, une crise d'asthme, je l'ai rapporté au magasin ». Les balades, quand Louis était en poussette, c'était avant 16 heures, en zone creuse, pour éviter de respirer les gaz d'un trafic trop dense. Maintenant qu'il va à la crèche, il respire la pollution aux heures de pointe, comme tout le monde : « et cette idée me détruit », confie sa mère.

Dans l'appartement, il n'y a que des meubles en bois non traités, ou alors en métal, qu'Anne achète trois mois avant de les installer, le temps que les COV (composés organiques volatiles) disparaissent. La ventilation dans le logement procède aussi d'une stratégie bien étudiée : Le matin, impossible d'aérer l'appartement. Ou alors, après 10 heures, « je le fais à cause de la pollution

intérieure, mais je suis consciente que je fais rentrer la pollution extérieure ». Dans chaque pièce, Anne a installé des purificateurs d'air, qui fonctionnent en permanence, et dont il faut renouveler les filtres tous les mois pour 40 euros. Elle a aussi investi dans un climatiseur à 300 euros, pour l'été. Et comme la cuisine est « une passoire thermique », Anne a acheté un ventilateur Dyson à 200 euros. Impossible de dormir les fenêtres ouvertes, par exemple, « ça sent tellement mauvais avec le dépôt de bus en bas, qui s'ajoute au périph ». Mais le dimanche, l'activité est ralentie, alors c'est la fête : « Je peux ouvrir, ça ne sent pas mauvais ». Ce jour-là, on peut entendre les oiseaux, même.

A 39 ans, Anne dit qu'elle a l'impression d'être mangée par la pollution, « comme si mon corps épongeait les problèmes environnementaux. L'endométriose, d'abord, diagnostiquée en 2017... bah oui, ça commence à se dire aussi... Il y a un lien avec les P-Fas (per- et polyfluoroalkylées). C'est une maladie très handicapante, qui génère beaucoup de fatigue, et notre vie ici dans la pollution permanente décuple tout, les allergies s'empirent, je passe mon temps à élaborer des stratégies pour contrer les assauts de la poussière, des acariens, etc ». Anne achète et revend ses pulls tous les ans, sinon les acariens s'y installent. Elle a tout essayé : « je les ai mis au congélateur, je les ai lavés, rien n'y a fait ». Les vêtements pour enfants qu'on peut lui donner, elle les refuse, « je ne peux faire entrer que du neuf dans la maison ». Et régulièrement, Anne vend ses objets : « j'évite d'accumuler les choses, j'enlève les choses au maximum, pour éviter de créer des nids à poussières ».

Anne et son mari veulent partir. Il faut attendre encore un an, tenir bon jusque-là. Après ça, ils emménageront au treizième étage d'un bâtiment qui se trouve à Ivry-port, loin du périphérique, en surplomb de la Seine. Anne fait des plans de vacances pour les siens, « l'air marin, c'est bon pour nous trois, on pourrait un jour s'installer près de la mer... Mais je ne peux pas m'empêcher de penser à la montée des eaux, c'est obsessionnel, ce sentiment de vivre en permanence dans un environnement hostile, quoi qu'on fasse ». Le soir, Anne se perd sur Chat GPT, qu'elle interroge dans tous les sens, pour échapper à ses angoisses. Elle dit : « on est devenu très vulnérables ici, nos problèmes respiratoires nous pourrissent la vie... Mon mari, dès qu'il prend froid, c'est-à-dire une fois par mois environ, ça se transforme en bronchite, il est épuisé, il se met vite en colère. En trois mois, il en est déjà à deux scanners des poumons. Le petit, c'est pareil, il n'a jamais un simple rhume, tout vire à la crise d'asthme, il prend régulièrement des corticoïdes, et médecin nous a demandé de

penser au nébuliseur maintenant. Il a deux ans, je l'ai déjà conduit sept fois aux urgences. A chaque fois que je sors avec lui, au parc ou ailleurs, je me sens coupable de l'air qu'il respire. Tout ça fabrique une colère sourde en moi. On ne vit jamais tranquille. Est-ce que c'est normal de toujours penser 24h sur 24 à comment on peut bien respirer ? »



EST-CE QUE C'EST NORMAL DE TOUJOURS

PENSER 24H SUR 24 À COMMENT

ON PEUT BIEN RESPIRER ?

L'ÉMERGENCE DES RECITS

LA CONSULTATION CITOYENNE : TESTER LES RÉCITS ÉCOLOGIQUES AUPRÈS DU GRAND PUBLIC

La consultation citoyenne menée avec Bluenove en juillet et août 2025 avait pour objectif de tester, auprès d'un large public, des éléments de narration écologique susceptibles de susciter adhésion, émotion et engagement. Quatre thématiques, correspondant aux quatre récits élaborés dans le cadre du groupe de réflexion, ont été proposées. Chaque fois, il s'agissait de relier ces récits à la vie réelle, au quotidien, à des situations concrètes qui font écho aux préoccupations des citoyens.

Les participants étaient invités non seulement à réagir sur le fond — « est-ce que ce sujet vous parle ? » — mais aussi à exprimer leur ressenti face aux exemples présentés.

Cette approche participative a généré une dynamique d'échange importante : plus de 10 000 participants répondants, aux profils variés, se sont investis dans la consultation, avec un taux de complétion exceptionnellement élevé et un taux d'abandon très faible, bien en deçà des standards habituels. Ces résultats témoignent de l'intérêt suscité par la démarche et de la pertinence du travail préparatoire réalisé en amont.

Les enseignements principaux confirment un attachement unanime à la nature, partagée par 98 % des répondants, qui la jugent importante ou très importante. Cet attachement s'exprime toutefois dans un contexte de tensions autour du discours écologique : de nombreux participants déplorent une écologie perçue comme trop politisée et divisée, éloignée du concret et du vécu.

Le lien entre écologie et grandes thématiques de société — santé, économie, géopolitique et patrimoine — est largement reconnu. Ce lien apparaît particulièrement fort pour la santé, perçue comme la dimension la plus directe et la plus mobilisatrice : 96 % des répondants ont déjà entendu parler du lien entre santé et écologie, et 96 % le jugent important. L'économie vient en deuxième position, tandis que la géopolitique et le patrimoine apparaissent un peu plus en retrait, notamment auprès des moins de 25 ans, pour qui ces notions sont parfois plus abstraites.

Les résultats confirment également une forte conscience de responsabilité individuelle : 94 % des participants se sentent personnellement concernés. Pourtant, 86 % disent avoir du mal à se mobiliser, évoquant un sentiment d'impuissance face à l'ampleur des enjeux. Ce paradoxe souligne l'importance d'une écologie qui donne prise à l'action, qui montre comment chacun peut agir à son échelle.

LES ENSEIGNEMENTS PAR THÉMATIQUE : SANTÉ, PATRIMOINE, GÉOPOLITIQUE

La santé : une écologie du vécu

Parmi les quatre thématiques explorées, la santé apparaît très nettement comme le sujet le plus mobilisateur. Cette observation confirme ce que l'on a pu constater dans d'autres mobilisations citoyennes récentes, comme celle contre la loi Duplomb : le lien entre santé et écologie est désormais clair et largement intégré.

Les chiffres sont sans équivoque : 96 % des participants ont déjà entendu parler du lien entre santé et environnement, et 96 % le jugent important. Ce qui rend cette thématique si puissante, c'est qu'elle mobilise le registre émotionnel : les conséquences sont visibles, immédiates, vécues. Les maladies chroniques, et notamment l'augmentation des cancers — en particulier de certains cancers pédiatriques — incarnent de manière tragiquement concrète ce lien.

Les verbatims recueillis montrent que ces exemples suscitent une résonance profonde : la santé des enfants, perçue comme une menace claire et actuelle, pousse à l'action individuelle et collective. Parmi les phrases les plus marquantes, celle évoquant les 40 000 décès prématurés liés à la pollution de l'air en France a particulièrement interpellé.

L'impact de l'environnement sur la santé mentale est également évoqué : 19 % des participants valident que la qualité de l'environnement influence directement le bien-être psychologique.

Les effets d'une politique locale de lutte contre la pollution sont clairement perçus comme immédiats : moins d'asthmes, moins d'infarctus, moins de morts prématurées.

Le patrimoine : un lien affectif fort, mais encore flou

Le récit du patrimoine, articulé autour de la préservation de notre territoire et de notre héritage, suscite également une forte adhésion émotionnelle, mais un lien écologique parfois moins évident. L'exemple mobilisé — les châteaux de la Loire menacés par les crues et infiltrations liées au dérèglement climatique — a parlé à 78 % des participants. Ils y voient un symbole fort de la culture et de l'histoire française, un repère collectif menacé, et donc un signal concret du changement climatique.

Cependant, près de 30 % des répondants déclarent ne pas percevoir clairement le lien entre climat et patrimoine culturel. Ce résultat traduit une compréhension encore incomplète du rapport entre environnement et héritage matériel ou immatériel.

Certains exemples ont toutefois marqué les esprits : 30 % se disent interpellés par l'affirmation « un site patrimonial culturel sur six est actuellement menacé par le changement climatique, et la moitié le sera d'ici 2050 ».

De même, 23 % des participants réagissent à l'idée qu'« une forêt brûlée, une rivière asséchée, c'est toute une mémoire et des traditions qui disparaissent », tandis que 21 % soulignent que « la beauté d'un lieu appartient à tous ».

Le patrimoine touche au sensible et à l'appartenance, mais il reste à relier plus clairement à la question écologique dans la narration collective.

La géopolitique : une conscience émergente mais plus distante

Enfin, la thématique de la place de la France dans le monde, explorée à travers le prisme de la géopolitique de l'énergie, s'est révélée la plus difficile à appréhender pour le grand public.

Si les récents événements internationaux ont contribué à faire émerger la conscience de l'énergie comme arme géopolitique, le sujet reste complexe et perçu comme éloigné du quotidien.

Les participants reconnaissent son importance stratégique, mais peinent à s'y projeter émotionnellement. Le lien entre écologie et géopolitique apparaît ainsi comme une clé de lecture encore trop abstraite, à renforcer dans le récit collectif à venir.

Près d'un tiers des participants (35 %) adhèrent à l'idée que, si la France ne protège pas ses ressources aujourd'hui, c'est sa survie qu'elle devra négocier demain. Cette affirmation traduit une perception croissante de la dépendance du pays à ses ressources naturelles et de la nécessité d'une souveraineté écologique.

De même, 29 % considèrent que la disponibilité de l'eau, la fertilité des sols et la production d'énergie propre détermineront la puissance de la France de demain. Ces résultats signalent l'émergence d'un imaginaire de la puissance lié non plus à la force militaire ou industrielle, mais à la maîtrise des ressources vitales. Parmi elles, l'eau apparaît comme la préoccupation montante.

Lorsque ces enjeux sont incarnés par des exemples concrets — le prix de l'énergie, la sécheresse, la pollution locale —, l'adhésion citoyenne s'accroît nettement. Le registre thématique du quotidien renforce la compréhension : les citoyens s'engagent davantage lorsqu'ils perçoivent les effets directs de la transition sur leur vie, leurs factures ou leur santé.

Le coût de l'inaction : un argument décisif

Le thème du coût de l'inaction est apparu comme très convaincant. L'idée selon laquelle ne rien faire coûtera plus cher qu'agir maintenant est largement partagée : 43 % des participants y adhèrent.

Mais au-delà du raisonnement macroéconomique, les citoyens saisissent aussi les conséquences microéconomiques : ils savent que les ménages modestes et la petite classe moyenne seront les premiers touchés. L'inaction est perçue comme une menace directe pour le modèle de solidarité nationale, dont la charge financière serait progressivement reportée sur les individus. Cette perspective nourrit un sentiment d'insécurité sociale, aggravé par la perception d'une perte de protection collective.

Les données économiques concrètes contribuent à cette prise de conscience : la pollution coûte déjà environ 100 milliards d'euros par an à la France en dépenses de santé. L'exemple de la crise de l'assurance en Californie, où les incendies répétés conduisent les assureurs à refuser de couvrir certaines habitations, illustre la matérialité de ces risques. Transposé au contexte français, il révèle qu'un logement situé dans une zone vulnérable pourrait devenir inassurable, rendant le dérèglement climatique immédiatement tangible.



Une hiérarchie des priorités

Lorsqu'ils sont invités à hiérarchiser les thématiques, les participants placent en tête la santé, suivie du coût économique de la non-action, puis de la préservation du patrimoine. La géopolitique arrive en dernière position. Ce classement reflète à la fois un niveau d'information inégal et une distance perçue : les enjeux globaux restent plus abstraits que les dimensions concrètes de la vie quotidienne.

La consultation met en lumière la nécessité de passer d'une écologie conceptuelle à une écologie concrète du quotidien, ancrée dans l'expérience personnelle et les réalités locales.

Au final, elle confirme les récits élaborés en amont, tout en précisant les conditions de leur réception. Elle valide l'appétit du public pour une écologie du concret, du proche et du sensible — une écologie vécue, plus qu'idéologique.

Les résultats et retours qualitatifs convergent vers plusieurs enseignements pour la communication des enjeux écologiques :

- **Privilégier des exemples concrets et faciles à visualiser, notamment chiffrés, mais exprimés de façon parlante (par exemple « 1 personne sur 5 » plutôt que « 20 % ») ;**
- **S'appuyer sur des sujets à échéance proche, déjà visibles dans le quotidien, plutôt que sur des scénarios lointains ou incertains ; s'en remettre à la loi de la proximité**
- **Faire appel aux émotions et aux expériences vécues, pour rendre l'écologie sensible et incarnée ;**
- **Proposer des pistes d'action simples, tangibles, proches, permettant de dépasser le sentiment d'impuissance.**

Une écologie du vécu, pas des discours

- 98 %** des répondants jugent la nature importante ou très importante.
- 94 %** se sentent concernés par les enjeux écologiques.
- 86 %** peinent à se mobiliser, par sentiment d'impuissance.

Attente d'une écologie concrète, incarnée et non politisée

Santé : le levier le plus mobilisateur

- 96 %** ont déjà entendu parler du lien entre santé et environnement.
- 96 %** jugent ce lien important.

La santé rend l'écologie émotionnelle, tangible et immédiate

Patrimoine : attachement fort, lien écologique à renforcer

- 78 %** réagissent positivement à l'exemple des châteaux de la Loire menacés.
- 30 %** ne perçoivent pas clairement le lien entre climat et patrimoine.
- 1** site patrimonial sur 6 déjà menacé par le changement climatique.

Une thématique sensible et identitaire, à relier davantage à l'écologie

Géopolitique : une conscience émergente

- 35 %** adhèrent à l'idée que « si la France ne protège pas ses ressources aujourd'hui, elle devra négocier sa survie demain.
- 29 %** Reconnaissent que l'eau, les sols et l'énergie détermineront la puissance future du pays.

Sujet perçu comme stratégique mais abstrait : à rendre plus concret

Le coût de l'inaction : un argument décisif

- 43 %** des participants considèrent que ne rien faire coûtera plus cher qu'agir maintenant

Agir maintenant, c'est préserver notre modèle social et notre sécurité

FOCUS : SONDAGE IPSOS

LA VALIDATION D'UN CONSENSUS NATIONAL

Dans un souci de représentativité, les enseignements issus de la consultation citoyenne menée avec Bluenove ont été complétés par un sondage flash conduit par IPSOS entre le 24 et le 28 octobre 2025 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 personnes âgées de 18 ans et plus, toutes sensibilités politiques confondues.

Les résultats confirment la solidité des intuitions formulées tout au long de ce rapport :

- **96 %** des Français considèrent la nature comme quelque chose d'important, indépendamment de leur âge, de leur territoire ou de leur orientation politique ;
- **8 Français sur 10** jugent le lien entre écologie et santé parlant, confirmant la puissance mobilisatrice du registre sanitaire ;
- **Près de 2 Français sur 3** trouvent le lien entre écologie et patrimoine parlant, signe que la protection du vivant et du patrimoine culturel s'ancrent dans un même imaginaire ;
- **53 %** perçoivent le lien entre écologie et place de la France dans le monde, une dimension que certains trouvent encore abstraite mais qui renvoie au rôle stratégique et géopolitique croissant de l'écologie.
- **Une majorité** identifie les conséquences économiques de l'inaction comme un enjeu central qui touchera l'ensemble de la population dont les ménages les plus modestes.

Ces résultats valident les enseignements de la consultation : la préoccupation environnementale transcende les appartenances politiques. L'écologie apparaît comme un bien commun, un horizon partagé qui relie santé, justice sociale, qualité de vie et transmission.

Enfin, au-delà de ces perceptions, 71 % des Français déclarent attendre de la part des partis politiques dont ils se sentent proches un engagement plus fort en faveur de l'écologie, y compris parmi les électeurs de droite et d'extrême droite. Ce résultat souligne l'attente, largement majoritaire, de voir la question environnementale pleinement intégrée au cœur des programmes politiques.



CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Si ce travail demeure inachevé, il l'est en effet par essence : le récit écologique ne peut être clos, car il épouse la diversité des expériences vécues, des sensibilités et des voix, qui ne cessent d'évoluer, qui ne s'expriment pas toujours toutes en même temps et de la même manière. Certaines n'ont sans doute pas été assez entendues : celles des quartiers populaires, des minorités, des jeunes. D'autres récits restent à inventer, notamment autour du sens et de la responsabilité, individuelle et collective, politique et morale.

Un cinquième ensemble narratif pourrait s'articuler autour de cette idée : l'écologie n'est pas seulement une crise du climat ou du vivant, elle est aussi le révélateur d'une crise du sens. Dans les sociétés occidentales, l'accumulation matérielle ne constitue plus un horizon désirable. Le modèle consumériste, hégémonique depuis la fin des grands récits idéologiques du XX^e siècle, semble désormais produire davantage de vide existentiel que de satisfaction durable. Les travaux de Destin Commun le confirment : une majorité de Français ressentent l'injonction à consommer comme une pression, non plus comme une promesse de bonheur.

Penser nos aspirations collectives, donner du sens à la vie, trouver des liens entre les êtres vivants : telle est la tâche qui s'ouvre devant nous. Il pose la question de l'éthique et de la responsabilité.

Que signifie vivre une "bonne vie" dans un monde abîmé ? Quelles obligations avons-nous envers les générations présentes et futures, envers le non-humain, envers la biosphère elle-même ? Ces questions morales se trouvent désormais au cœur d'une redéfinition des référentiels contemporains. La transition écologique suppose une refondation du principe éthique qui guide nos sociétés : assumer la responsabilité envers le vivant comme nouvel impératif moral du XXI^e siècle.

Mais l'écologie remet aussi en question notre vision politique. Elle interroge le sens du "commun global". Jean Viard considère la pandémie de Covid-19 comme un moment d'accélération : pour la première fois depuis longtemps, l'humanité a pris conscience d'une vulnérabilité partagée et de sa capacité collective à répondre à une menace systémique. Désormais, ce sont les forces naturelles — climat, épidémies, biodiversité, ressources — qui façonnent nos civilisations. Ces "civilisations difficiles à habiter", qui mettent chacun face à sa part de responsabilité.

Cela appelle un repositionnement fondamental de la parole politique. Aucun projet de société ne peut plus ignorer ces dynamiques. L'écologie ne peut être réduite à un camp idéologique : elle constitue le socle rationnel et moral de toute politique responsable.

L'écologie ne souffre pas d'un déficit d'information, mais d'un déficit de sens partagé. Et la crise du langage écologique révèle une crise plus profonde encore : celle de l'imaginaire et du collectif.

Il reste donc de nombreux récits à écrire. Ce combat — civilisationnel, politique, éthique et culturel — dépasse le cadre de notre cercle de réflexion. Nous avons choisi d'y contribuer humblement, en espérant que si nous pouvons raconter autrement, alors peut-être pourrons-nous aussi agir autrement.

C'est déjà une ambition essentielle, à un moment où il s'agit de gérer l'inévitable et d'éviter l'ingérable — autrement dit, de préserver ce qui peut encore l'être, et de redonner à chacun la possibilité d'habiter le monde. La bataille écologique n'est pas technique : elle est culturelle et civilisationnelle. C'est le plus grand combat du siècle à venir.



L'ÉCOLOGIE NE SOUFFRE PAS D'UN DÉFICIT D'INFORMATION, MAIS D'UN DÉFICIT DE SENS PARTAGÉ. ET LA CRISE DU LANGAGE ÉCOLOGIQUE RÉVÈLE UNE CRISE PLUS PROFONDE ENCORE : CELLE DE L'IMAGINAIRE ET DU COLLECTIF.

REMERCIEMENTS

Nos remerciements chaleureux sont adressés à tous les participants, invités, intervenants et contributeurs

PARTICIPANTS AU CERCLE DE RÉFLEXION :

Alexandra Palt, Présidente du WWF France

Rebecca Amsellem, Docteur en économie, créatrice de la newsletter féministe « Les glorieuses »

Laurence Méhaignerie, Présidente du fonds d'investissement Citizen Capital

Laurent Gilbert, Agrégé en sciences-physiques, docteur en chimie organique

Mamadou Dembélé, influenceur, il est le cerveau derrière « The Impact Story », qui comptabilise 700 000 abonnés

Eric Duverger, fondateur de la CEC, Convention des entreprises pour le climat.

Quitterie Idiard, vice-présidente du CJD, centre des jeunes dirigeants d'entreprise.

Melusine Boon-Falleur, Psychologue, neuroscientifique, chercheuse Sciences-Po Paris,

Véronique Andrieux, Directrice générale de WWF-France

Victoria Guillomon, Animatrice du podcast Nouvel œil, auteure du livre

« Tu penses quoi de la vie, Mamie ? » (Fayard),

Yasmina Tadlaoui, Officier de gendarmerie

Abdelaali El Badaoui, Infirmier et militant, Fondateur de Banlieue Santé

Sylvain Boucherand, entrepreneur, Président, Commission Environnement, CESE

Damien Marchi, Directeur RSE / Executive VP CSR, Vivendi

Manuela Santa Marina, Psychologue clinicienne et psychothérapeute

INVITÉS

Féris Barkat, Cofondateur ui de l'association « Banlieue Climat »

Rima Abdul-Malak, ancienne ministre de la Culture

INTERVENANTS :

Laurence de Nervaux, Directrice Générale Destin Commun

Marion Bet, chercheuse, IDDRI

François-Xavier Demoures, auteur et Président de l'agence Etonnement, si

Valérie Bonnet, chercheuse, Directrice du LERASS

CHERCHEURS ET PRATICIENS AYANT PARTICIPÉ AU SÉMINAIRE ORGANISÉ AVEC L'ENS

Marc Fleurbaey, co-directeur du CERES

Alessandra Giannini, co-directrice du CERES,

Kévin Jean, épidémiologiste (PhD, HDR), professeur junior en Santé et Changement Globaux à l'ENS-PSL

Jean-François Corty, président de Médecins du Monde, réalisateur du film

« Contrepoisons, un combat citoyen » sur les cancers pédiatriques

Clotilde Halna du Frétay, Secrétaire générale d'AXA prévention

Fabien Locher, historien des sciences et de l'environnement

Virginie Raison, Prospectiviste, présidente du Laboratoire d'Études Prospectives et d'Analyses Cartographiques (LEPAC), Virginie Raison est également présidente du GIEC Pays de Loire

Jean Trinquier, maître de conférences au Département des sciences de l'Antiquité de l'École normale supérieure

Alexandre Giuglaris, directeur général de la Fondation du Patrimoine

Anne Simon, chercheuse en études littéraires et philosophiques à l'ENS-PSL

Fabrice Etilé, Directeur de recherche, INRAE et Paris School of Economics

Sébastien Mabile, avocat, spécialiste du droit de l'environnement

Olivier Bailloux, Head de planning stratégique, Publicis

Youri Guerassimov, CEO, Marcel

Heloise Lauret, Fondatrice de LoKaces

Annabel Lavigne, Responsable des partenariats transdisciplinaires, ENS

**LE WWF ŒUVRE POUR METTRE
UN FREIN À LA DÉGRADATION
DE L'ENVIRONNEMENT NATUREL
DE LA PLANÈTE ET CONSTRUIRE
UN AVENIR OÙ LES HUMAINS
VIVENT EN HARMONIE
AVEC LA NATURE.**



Notre raison d'être

Arrêter la dégradation de l'environnement dans le monde et construire un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature.

ensemble, nous sommes la solution. www.wwf.fr

© 1986 Panda symbol WWF – World Wide Fund for Nature (Formerly World Wildlife Fund)

® "WWF" & "Pour une planète vivante" sont des marques déposées.

WWF France, 35-37 rue Baudin, 93310 Le Pré-Saint-Gervais.